

PROTEGÉ B

NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DU MINISTRE

VISITE DU PARC-O-BUS DE L'AÉROPORT DE QUÉBEC

DÉTAILS DE L'ÉVÉNEMENT

- **DATE/HEURE** : Mardi, le 22 janvier 2019, 11h à 11h45
- **LIEU** : Parc-O-Bus de l'Aéroport de Québec
- **PARTICIPANT** : à determiner

OBJET

- Vous participerez à une visite du site du Parc-O-Bus de l'Aéroport de Québec.

POINTS SAILLANTS/PRINCIPALES CONSIDÉRATIONS

Programme : Fonds pour l'infrastructure de transport en commun (FITC)

État d'avancement :
- Selon les informations reçues du ministère des Transports du Québec (MTQ), la date de début des travaux est le 1er janvier 2018 et le taux d'avancement des travaux est de 1%.

Financement :
- Contribution fédérale : 1 750 000 $
- Contribution provinciale : 1 400 000 $
- Total des coûts admissibles : 3 500 000 $
- Réclamations soumises/payées : Aucune.

Échéancier :
- Date d'approbation : 29 mars 2018
- Date de début de la construction : 1er janvier 2018
- Date anticipée de fin de la construction : 31 mars 2020

AUTRES CONTRIBUTIONS APPROUVÉES/DEMANDÉES DANS LA RÉGION

- Les projets d'envergure suivants ont été approuvés, annoncés et financés par Infrastructure Canada dans la région de Québec :

    - **Élargissement de l'autoroute Henri-IV — Phase II**
        - Programme : Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures provinciales-territoriales – Projets nationaux et régionaux (VIPT-PNR)
        - Contribution fédérale : 127 889 000 $
        - Contribution provinciale : 163 293 000 $
        - Date d'approbation : 22 juin 2017
        - Date de l'annonce : 28 août 2017
    - **Musée national des beaux-arts, ville de Québec**
        - Programme : Fonds Chantiers Canada – volet Grandes infrastructures (VGI)
        - Contribution fédérale : 33 700 000 $
        - Contribution provinciale : 45 100 000 $
        - Date d'approbation : 28 mai 2009
        - Date de l'annonce : 21 décembre 2007
    - **Institut nordique du Québec (Phase 1)**
        - Programme : (VIPT-PNR)
        - Contribution fédérale : 25 563 509 $
        - Contribution provinciale : 27 500 000 $
        - Date d'approbation : 3 août 2018
        - Date de l'annonce : 17 août 2018
    - **Centre de glace de la Ville de Québec**
        - Programme : VGI
        - Contribution fédérale : 22 900 000 $
        - Contribution provinciale : 22 900 000 $
        - Date d'approbation : 6 juin 2016
        - Date de l'annonce : 27 février 2014

DESCRIPTION DU PROJET

- Ce projet consiste à construire un Parc-O-Bus qui pourrait atteindre jusqu'à 400 places de stationnements et inclure un terminus à l'Aéroport de Québec. Le bénéficiaire final est le Réseau de transport de la Capitale (RTC).

ATIA-14(a) ATIA - 21(1)(a)
ATIA - 21(1)(b)

AUTRES RENSEIGNEMENTS CLÉS



[redacted]

POINTS D'ALLOCUTION PROPOSÉS

- Heureux de contribuer à la construction d'un Parc-O-Bus à l'Aéroport de Québec grâce à un investissement fédéral de plus de 1,7 million de dollars.

- Le projet permettra d'atteindre jusqu'à 400 espaces de stationnement et d'inclure un terminus à l'Aéroport de Québec, ce qui contribuera à répondre aux besoins immédiats de la communauté tout en prévoyant une augmentation future de l'achalandage.

- Les infrastructures de transport en commun efficaces et modernes jouent un rôle important pour bâtir nos communautés et soutenir une croissance qui bénéficie à tous. En investissant dans des projets comme celui-ci, le gouvernement du Canada aide les communautés à améliorer la mobilité de leurs résidents, à répondre à la demande croissante, et à fournir les aménagements clés pour favoriser le développement économique de la région.

ATIA-14(a) ATIA - 21(1)(a) ATIA - 21(1)(b)

Seulement si le sujet de l'obligation de consulter les autochtones est abordé

[redacted]



NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DU MINISTRE

LE DOSSIER DE LA ROUTE 138

DÉTAILS DE LA RENCONTRE

- **DATE ET HEURE :** Mardi, le 23 janvier 2019, 10h15 à 11h30
- **LIEU :** Musée Le Shaputuan, 290 Boulevard des Montagnais
- **PARTICIPANTS :** à déterminer

BUT

- Vous rencontrerez des représentants de la Côte-Nord afin de fournir une mise à jour du projet de prolongement de la route 138. Le 26 novembre 2018, une délégation de la région s'était déplacé à Ottawa afin d'obtenir votre appui pour le projet.

CONSIDÉRATIONS CLÉS

[redacted]

CONTEXTE PRINCIPAL

- Le projet consiste à la construction de deux tronçons qui prolongeront la route 138 : un tronçon d'environ 45 kilomètres entre Kegaska et La Romaine et un autre de 29 kilomètres entre Tête-à-la-Baleine et La Tabatière.

- La Romaine est une communauté située à environ 400 kilomètres de Sept-Îles et compte un peu plus de 1 000 habitants dont la grande majorité appartient à la communauté Innue. Pour La Romaine, la route 138 permettrait la livraison de biens, de personnes et de services par la voie terrestre, ce qui aura un impact sur le coût de la vie.

- Le parachèvement de la route 138 est un souhait de longue date en Basse-Côte-Nord étant donné que cela permettrait de relier les communautés dont l'accès est seulement possible en avion ou en bateau. Le lien permettrait un accès routier plus rapide vers le Labrador. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a aussi exprimé un intérêt pour le parachèvement de la route 138.

- Entre Kegaska et Vieux-Fort on retrouve environ 400 kilomètres qui ne sont pas reliés par la route, un territoire qui regroupe 5 000 habitants dans une quinzaine de communautés, dont deux autochtones. Le parachèvement de la route 138 nécessitera encore plusieurs années avant de se concrétiser.

MESSAGES CLÉS

- Je reconnais l'importance du projet de la 138 pour les communautés de la Basse-Côte-Nord. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer récemment le ministre des transports du Québec, M. Bonnardel, pour discuter de ce sujet.

- INFC est à déterminer s'il est possible de financer le projet. J'espère être en mesure de vous informer d'une décision bientôt.



NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DU MINISTRE

RENCONTRE ENTRE LE MINISTRE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS ET DES MEMBRES DU PORT DE SEPT-ÎLES

DÉTAILS DE LA RENCONTRE

- **DATE/HEURE** : Jeudi, le 24 janvier 2019, 16h00 à 16h45
- **LIEU** : Port de Sept-Îles, 1, Rue Monseigneur Blanche, Sept-Îles
- **PARTICIPANTS** :
  - Pierre D. Gagnon, Président-Directeur Général, Port de Sept-Îles
  - Réjean Porlier, Maire de Sept-Îles

OBJET

- Vous allez visiter le Port de Sept-Îles et y rencontrer le PDG pour discuter des enjeux portuaires et de gaz naturel. Le maire de Sept-Îles sera présent.

POINTS SAILLANTS/PRINCIPALES CONSIDÉRATIONS

- En février 2018, l'administration du Port annonçait qu'il n'y avait plus de barrières et de droits de passage entre les mines et le Port. Le Port est optimiste face aux retombées économiques générées par les activités commerciales qu'il rend accessible (**Annexe B**).

RENSEIGNEMENTS CLÉS

- Le Port de Sept-Îles est l'un des plus occupés au Canada, il s'agit d'un centre de transportation pour l'acier et d'autres produits miniers du Québec (**Annexe C**).

- En octobre 2018, le Port a fermé le quai de Pointe-aux-Basques car il a été jugé non-sécuritaire (**Annexe D**) en raison de la dégradation de l'infrastructure (**Annexe E**).

  - Le Port n'a pas obtenu le financement de 6,6 M $ demandé à Transport Canada à l'automne 2017. Le financement du gouvernement du Québec était conditionnel à l'approbation du gouvernement fédéral.

  - La vie utile du quai est atteinte, forçant ainsi à opter pour une reconstruction partielle du quai et à le prolonger de quelques mètres vers le quai des Pétroliers. (**Annexe F**).

- Le Port de Sept-Îles a inauguré son quai multiusager de Pointe-Noire à l'hiver 2018 (**Annexe G**).
    - Projet de 220 M $, dont une contribution fédérale de 55 M $ de Transport Canada;
    - La venue de la compagnie minière *Tacora Resources* comme cinquième client augmentera significativement les volumes annuels pour le quai multiusager.
- L'approvisionnement de la région en gaz naturel liquéfié demeure un enjeu pour la région parce qu'il pourrait stimuler le développement des entreprises. Le gouvernement du Québec a par ailleurs récemment lancé un appel d'offre en octobre dernier.
    - À ce sujet, le financement de l'approvisionnement en gaz naturel n'est généralement pas admissible aux programmes d'Infrastructure Canada.

ATIA-14(a)

PROJETS DANS LA RÉGION DE SEPT-ÎLES (tel que fourni par Transports Canada)
Infrastructure Canada n'a pas financé de projet d'importance à Sept-Îles depuis 2015).

Programme	Projet	Bénéficiaire	Date de soumission	Coût total du projet	Contribution fédérale demandée	Contribution autre	Statut de la demande
Fonds national des corridors commerciaux (FNCC)	Projet de réhabilitation du quai de Pointe-aux-Basques	Port de Sept-Îles	Automne 2017	20 M $	6,6 M $	13,4 M $	Refusé. [redacted] Le financement du gouvernement du Québec était contingent à l'approbation du gouvernement fédéral.
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	Quai multi-usager de Pointe-Noire	Port de Sept-Îles	Automne 2017	220 M $	55 M $	165 M $	Accepté.
Fonds national des corridors commerciaux (FNCC)	Projet proposé était en 3 phases	Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire	Automne 2017	279, 3 M $	134, 1 M $	145, 2 M $	Refusé. [redacted]

SUJETS DE DISCUSSION PROPOSÉS

- Je reconnais l'importance du Port de Sept-Îles pour assurer le transport de biens dans les communautés rurales et nordiques, incluant les minerais de fer du Québec et du Labrador.

- Les administrations portuaires canadiennes opèrent quotidiennement des ports et sont responsables de la maintenance des installations portuaires ainsi que d'en assurer la sécurité pour l'ensemble des usagers et des opérateurs.

- Le gouvernement du Canada investit dans les corridors commerciaux qui permettront aux Canadiens d'être concurrentiels sur les principaux marchés mondiaux, d'échanger plus efficacement avec les partenaires internationaux et de créer des emplois pour les Canadiens.

À propos du Fonds national des corridors commerciaux

- Le Fonds national des corridors commerciaux (FNCC) de 2 milliards de dollars est un programme basé sur le mérite pour renforcer l'efficacité, la résilience et la sécurité des infrastructures du transport critiques qui supportent la croissance économique.

- Afin d'aider à élargir les marchés d'exportation du Canada, le nouvel appel de propositions du FNCC cible les engorgements dans nos corridors commerciaux.

    - Dans le cadre de cet appel, Transports Canada évaluera les projets en fonction de critères spécifiques liés au commerce. Les projets ciblés vont :

        - améliorer la circulation et/ou le rendement du réseau de transport pour contribuer à un accroissement de la valeur et/ou du volume des biens exportés du Canada aux marchés d'outre-mer;

        - accroître les mouvements existants de commerce d'outre-mer ou en générer de nouveaux à la suite de l'investissement.

            - En plus de ces critères, les projets seront évalués en fonction de leur potentiel à accroître la capacité ou à s'attaquer aux engorgements près des grands ports, des aéroports ou le long des corridors routiers et ferroviaires au Canada qui contribuent à générer ou à accroître le commerce outre-mer.

Seulement si le sujet de la route 138 est abordé

- Je reconnais l'importance du projet de la 138 pour les communautés de la Basse-Côte-Nord. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer récemment le ministre des transports du Québec, M. Bonnardel, pour discuter de ce sujet.
- INFC est à déterminer s'il est possible de financer le projet. J'espère être en mesure de vous informer d'une décision bientôt.

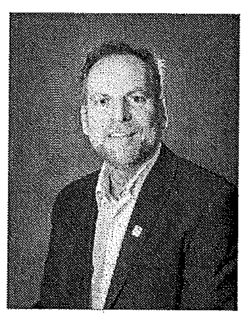
BIOGRAPHIES :

Pierre D. Gagnon
Président Directeur Général, Port de Sept-Îles



- Pierre D. Gagnon est président directeur général du Port de Sept-Îles.
- M. Gagnon possède un baccalauréat en Ingénierie minière et minérale de l'Université Laval.

Réjean Porlier
Maire de Sept-Îles



- Réjean Porlier est maire de Sept-Îles depuis le 3 novembre 2013. Il est également préfet de la MRC des Sept Rivières depuis 2012.
- Avant d'être élu maire, il était président provincial du syndicat des Technologues d'Hydro-Québec de 2008 à 2013.

Pièces jointes :
Annexe A – Note d'information de Transports Canada à propos du Port de Sept-Îles
Annexe B – Les Affaires : « Bientôt dans la cour des grands »
Annexe C – Radio-Canada : « Quebec's North Shore mayors lobby Ottawa for highway extension linking stranded communities »
Annexe D – Port de Sept-Îles : Avis d'interdiction
Annexe E – Radio Canada : « Un terminal en mauvais état du port de Sept-Îles doit être fermé »

Annexe F – Le Nord-Côtier : « Ottawa refuse de financer la réhabilitation du quai de Pointe-aux-Basques »
Annexe G – Le Nord-Côtier : « Tecora investira 50 M $ à la Pointe-Noire »
Annexe H – Radio-Canada : «Du gaz naturel pour la Côte-Nord »
Annexe I – Radio-Canada : « La Côte-Nord s'intéresse au gaz gaspésien »



DOCUMENT D'INFORMATION SUR L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE SEPT-ÎLES

DÉTAILS DE L'ÉVÉNEMENT

- **DATE/HEURE** : Mardi, le 22 janvier 2019, 16h à 16h45
- **LIEU** : Sept-Iles Port
- **PARTICIPANT** :

RENSEIGNEMENTS CLÉS

- L'Administration portuaire de Sept-Îles (APSI), une administration portuaire canadienne, est un port naturel en eaux profondes qui est le principal port de sortie pour les sociétés d'exploitation du minerai de fer dans le nord du Québec et le Labrador. En 2017, plus de 24 millions de tonnes métriques (TM) de chargement ont été traitées dans le port, dont 88 % étaient du minerai de fer. D'autres produits sont manutentionnés au port, notamment des produits pétroliers, de l'alumine et de la bauxite.
- Le port dispose de plus de dix terminaux portuaires et quais, qui appartiennent principalement au port. Plusieurs terminaux sont exploités par Quebec Stevedoring Limited (comme les terminaux La Relance et Pointes-aux-Basques) ou par d'autres entreprises privées. Selon l'APSI, son infrastructure approche de la fin de sa vie utile ou l'a excédée, à l'exception d'un quai pour utilisateurs multiples construit en 2015-2016.
- En mars 2018, le port a officiellement ouvert un quai pour utilisateurs multiples à la fine pointe grâce à une collaboration entre l'autorité portuaire et cinq sociétés minières locales, qui en assurent l'exploitation. Le quai pour utilisateurs multiples dispose d'une capacité annuelle de 50 millions de TM, et l'APSI s'attend à ce que près de 25 millions de TM transitent par le quai en 2018.
- Une collaboration étroite entre l'APSI et la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire (SFPPN), une entité publique-privée du gouvernement du Québec qui possède des terres adjacentes au port, a permis de relier le quai pour utilisateurs multiples aux installations d'entreposage se trouvant sur les terres appartenant à la SFPPN grâce à un convoyeur nouvellement construit. Tous les chargements de minerai de fer doivent transiter par ces installations. D'autres améliorations aux infrastructures reliant les terres appartenant à la SFPPN et le quai pour utilisateurs multiples sont considérées comme hautement prioritaires par la SFPPN et le port afin de mieux soutenir les opérations d'exportation du minerai de fer.



- Le 17 octobre 2018, l'APSI a diffusé un *avis aux expéditeurs* pour les informer que le port fermait le quai de Pointe-aux-Basques le jour même. Les responsables du port ont embauché un cabinet d'ingénierie indépendant pour évaluer le quai, et le cabinet a conclu que la structure n'était pas sécuritaire en raison de son état de détérioration et que la poursuite de son exploitation était impossible.

- Le quai de Pointe-aux-Basques au port de Sept-Îles est vieux d'environ 60 ans, et il sert surtout au ravitaillement du nord du Québec, notamment les collectivités et les villages éloignés. Desgagnés est le principal ravitailleur qui utilise le quai, à raison d'une fois par semaine. Le quai accueille également des bâtiments transportant des marchandises pour les exploitations minières sur la Côte-Nord du Québec et le Labrador, dont la cargaison est chargée directement sur place à bord de wagons se trouvant sur la ligne ferroviaire de Schefferville, permettant ainsi de transporter des intrants miniers et d'autres ressources vers des sites d'exploitation minière situés dans des régions éloignées.

- L'APSI et les usagers du quai de Pointe-aux-Basques disposent d'un champ d'action suffisant pour gérer la fermeture. À court terme, les bâtiments utilisant normalement le quai sont dirigés vers le terminal de croisière du port, qui est actuellement sous-utilisé. Toutefois, des conflits d'horaire pourraient surgir pendant la saison des croisières de 2019, puisque le terminal ne pourra pas recevoir des navires de croisières et des navires de charge en même temps. Si la capacité au terminal de croisière pose un enjeu, les usagers disposent d'options à d'autres ports locaux et peuvent utiliser d'autres routes (ferroviaires/terrestres) pour transporter des marchandises jusqu'à la Côte-Nord du Québec et au Labrador.

- [redacted] À l'automne 2017, l'APSI a présenté une proposition dans le cadre du premier appel de propositions du Fonds national des corridors commerciaux (FNCC) afin d'obtenir du financement pour mener à bien un projet de réfection du quai de 20 millions de dollars. Le port souhaitait obtenir 6,6 millions de dollars du fédéral. [redacted]

- Le FNCC est un programme national fondé sur le mérite. Lors du premier appel de propositions, plus de 350 demandes ont été reçues. Les demandes s'élevaient à plus de 16 milliards de dollars pendant la phase de déclaration d'intérêt. De ces demandes, plus de 230 ont été retenues pour la phase de proposition de projet détaillé. Parmi celles-ci, Transports Canada en a reçu 177, totalisant plus de 7,5 milliards de dollars. Comme le nombre de demandes reçues pour des projets admissibles excède le nombre de projets pouvant être financés dans le cadre du programme à ce moment-ci, seuls les projets qui cadrent étroitement avec les objectifs du FNCC ont été retenus.

DOCUMENT D'INFORMATION SUR L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE SEPT-ÎLES

RENSEIGNEMENTS CLÉS

- L'Administration portuaire de Sept-Îles (APSI), une administration portuaire canadienne, est un port naturel en eaux profondes qui est le principal port de sortie pour les sociétés d'exploitation du minerai de fer dans le nord du Québec et le Labrador. En 2017, plus de 24 millions de tonnes métriques (TM) de chargement ont été traitées dans le port, dont 88 % étaient du minerai de fer. D'autres produits sont manutentionnés au port, notamment des produits pétroliers, de l'alumine et de la bauxite.
- Le port dispose de plus de dix terminaux portuaires et quais, qui appartiennent principalement au port. Plusieurs terminaux sont exploités par Quebec Stevedoring Limited (comme les terminaux La Relance et Pointes-aux-Basques) ou par d'autres entreprises privées. Selon l'APSI, son infrastructure approche de la fin de sa vie utile ou l'a excédée, à l'exception d'un quai pour utilisateurs multiples construit en 2015-2016.
- En mars 2018, le port a officiellement ouvert un quai pour utilisateurs multiples à la fine pointe grâce à une collaboration entre l'autorité portuaire et cinq sociétés minières locales, qui en assurent l'exploitation. Le quai pour utilisateurs multiples dispose d'une capacité annuelle de 50 millions de TM, et l'APSI s'attend à ce que près de 25 millions de TM transitent par le quai en 2018.
- Une collaboration étroite entre l'APSI et la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire (SFPPN), une entité publique-privée du gouvernement du Québec qui possède des terres adjacentes au port, a permis de relier le quai pour utilisateurs multiples aux installations d'entreposage se trouvant sur les terres appartenant à la SFPPN grâce à un convoyeur nouvellement construit. Tous les chargements de minerai de fer doivent transiter par ces installations. D'autres améliorations aux infrastructures reliant les terres appartenant à la SFPPN et le quai pour utilisateurs multiples sont considérées comme hautement prioritaires par la SFPPN et le port afin de mieux soutenir les opérations d'exportation du minerai de fer.
- Le 17 octobre 2018, l'APSI a diffusé un *avis aux expéditeurs* pour les informer que le port fermait le quai de Pointe-aux-Basques le jour même. Les responsables du port ont embauché un cabinet d'ingénierie indépendant pour évaluer le quai, et le cabinet a conclu que la structure n'était pas sécuritaire en raison de son état de détérioration et que la poursuite de son exploitation était impossible.
- Le quai de Pointe-aux-Basques au port de Sept-Îles est vieux d'environ 60 ans, et il sert surtout au ravitaillement du nord du Québec, notamment les collectivités et les villages éloignés. Desgagnés est le principal ravitailleur qui utilise le quai, à raison d'une fois par semaine. Le quai accueille également des bâtiments transportant des marchandises pour les exploitations minières sur la Côte-Nord du Québec et le

Labrador, dont la cargaison est chargée directement sur place à bord de wagons se trouvant sur la ligne ferroviaire de Schefferville, permettant ainsi de transporter des intrants miniers et d'autres ressources vers des sites d'exploitation minière situés dans des régions éloignées.

- L'APSI et les usagers du quai de Pointe-aux-Basques disposent d'un champ d'action suffisant pour gérer la fermeture. À court terme, les bâtiments utilisant normalement le quai sont dirigés vers le terminal de croisière du port, qui est actuellement sous-utilisé. Toutefois, des conflits d'horaire pourraient surgir pendant la saison des croisières de 2019, puisque le terminal ne pourra pas recevoir des navires de croisières et des navires de charge en même temps. Si la capacité au terminal de croisière pose un enjeu, les usagers disposent d'options à d'autres ports locaux et peuvent utiliser d'autres routes (ferroviaires/terrestres) pour transporter des marchandises jusqu'à la Côte-Nord du Québec et au Labrador.

- [redacted] À l'automne 2017, l'APSI a présenté une proposition dans le cadre du premier appel de propositions du Fonds national des corridors commerciaux (FNCC) afin d'obtenir du financement pour mener à bien un projet de réfection du quai de 20 millions de dollars. Le port souhaitait obtenir 6,6 millions de dollars du fédéral. [redacted]

- Le FNCC est un programme national fondé sur le mérite. Lors du premier appel de propositions, plus de 350 demandes ont été reçues. Les demandes s'élevaient à plus de 16 milliards de dollars pendant la phase de déclaration d'intérêt. De ces demandes, plus de 230 ont été retenues pour la phase de proposition de projet détaillé. Parmi celles-ci, Transports Canada en a reçu 177, totalisant plus de 7,5 milliards de dollars. Comme le nombre de demandes reçues pour des projets admissibles excède le nombre de projets pouvant être financés dans le cadre du programme à ce moment-ci, seuls les projets qui cadrent étroitement avec les objectifs du FNCC ont été retenus.

Le Port de Sept-Îles, bientôt dans la cour des grands
Publié le 23/02/2018 à 12:16

https://www.lesaffaires.com/blogues/evenements-les-affaires/le-port-de-sept-iles-bientot-dans-la-cour-des-grands/600791

Surveillez bien Sept-Îles dans les mois à venir. Et plus particulièrement son port qui aspire à une foule de perspectives très prometteuses. Avec la reprise du marché du fer et le nouveau quai multiusager de 220M$ inauguré en avril prochain, le port de Sept-Îles pourrait bientôt devenir le plus achalandés des ports au pays.

« Doté d'une profondeur de 22 mètres, le quai pourra accueillir les superminéraliers de la génération des Chinamax qui ont une capacité de 400 000 tonnes. Seulement une dizaine de ports dans le monde peuvent recevoir ces méganavires », souligne Pierre Gagnon, président directeur général du Port de Sept-Îles. M. Gagnon viendra partager les nombreux avantages du port et de sa toute nouvelle infrastructure, lors de la conférence Objectif Nord, présentée par les évènements les Affaires, le 24 avril prochain, à Québec.

Des économies de frais de transport...et des milliers d'emplois

La tendance mondiale, soutient M. Gagnon, est de privilégier des transports plus responsables. Le chargement de plus grandes quantités permettra ainsi aux minières de sauver jusqu'à 40% sur leurs frais de transport. « Ce qui nous permettra de rivaliser avec l'Australie et le Brésil, les deux autres plus grands producteurs de fer au monde », mentionne le PDG du port de Sept-Îles.

Le nouveau quai pourra gérer une capacité de 60 millions de tonnes en vrac par année, soit le double de la capacité actuelle du port de Montréal. Plus de 5 millions de tonnes sont déjà prévues pour l'année 2018. Ce nombre devrait quadrupler en 2019. « En tenant compte que chaque tonne représente tout près de 200 emplois en manutention, transport et autres services indirects, ce seront plus de 12 000 emplois qui seront générés lorsque le port fonctionnera à pleine capacité », signale Pierre Gagnon.

Ça sent le renouveau à Sept-Îles

« Le grand Sept-Îles assiste actuellement à une ère nouvelle », soutient le conférencier Gagnon. La fermeture de l'usine de bouletage Cliffs Natural Ressources, qui a cessé ses activités en décembre 2014, a permis de redynamiser l'immense secteur industriel Pointe-Noire de 34,2 km2, dont fait partie le port. Ce secteur en plein ébullition représente d'ailleurs le 2e plus grand territoire industriel contigu de la province selon le classement Les Affaires, publié en novembre dernier.

« Il n'y a plus de barrière ni de droits de passage entre les mines et le port. À ce propos, cinq entreprises minières, soit Alderon, Labrador Iron Mine, New Millenium Corporation, Tata et Champion ont participé financièrement à la construction du quai. Tout est donc

en place pour que le port de Sept-Îles devienne un des plus importants ports de vrac au monde. Particulièrement avec le développement minier de la fosse du Labrador », poursuit M. Gagnon.

En somme, les infrastructures portuaires de Sept-Îles détiennent désormais tous les atouts pour devenir la porte d'entrée du Canada, y compris du Grand Nord. Et il n'est pas du tout utopique de croire que le port de Sept-Îles pourrait d'ici dix ans, devancer Vancouver qui occupe actuellement le premier rang des ports en importance au pays avec plus de 130 millions de tonnes par année.

Quebec's North Shore mayors lobby Ottawa for highway extension linking stranded communities

Delegation of 15 makes trip to ask federal funding to complete Highway 138

Posted: Nov 28, 2018 6:00 AM ET
https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/battle-for-construction-of-quebec-labrador-highway-1.4923017

Mayors from Quebec's North Shore and Lower North Shore regions say they've waited long enough for a road to connect them with the rest of the province.

A 15-person delegation from the two regions traveled to Ottawa this week to meet with the federal government and lay out reasons why Highway 138 should be extended to the Labrador border.

Highway 138 runs from Elgin, southwest of Montreal, to Kegaska, 1,400 kilometres away. It picks up again in Bonne-Espérance, where the road continues onto Blanc-Sablon.

That leaves a 375-kilometre stretch between Kegaska and Vieux-Fort where nearly a dozen communities are unconnected with Quebec's road network.

One of those communities is Gros-Mecatina. Its mayor says the highway extension is necessary for the survival of communities like his.

"It's very painful to see communities die. And that's what's happening," said Randy Jones, who is also prefect for the Golfe du St-Laurent administrative region on the Lower North Shore.

Jones was part of this week's delegation, which also included the mayors of Sept-Îles and Baie-Comeau, along with Innu leaders. The chief of the Assembly of First Nations of Quebec and Labrador, Ghislain Picard, also took part in the trip.

"If this had been done 20 years ago, we might be driving down the road by now," Jones said of the united lobbying effort.

Relying on planes and ships for travel and shipments has become more and more unreliable, according to Jones, because of weather that is increasingly extreme.

"We're seeing storms with winds of 130 to 140 kilometres an hour. That's unheard of," said Jones.

Treacherous 1,600-kilometre detour

The mayor of Sept-Îles, Réjean Porlier, helped organize the meeting with federal officials. He left feeling positive.

"For the first time, the North Shore was speaking with one voice," he told CBC News.

Sept-Îles has one of the busiest ports in the country. It is a shipping hub for steel and other metals from Quebec's mining territories. The area also produces around 40 per cent of the province's hydroelectricity.

Given its importance to Quebec's economy, it's time the government to give something back to the North Shore, Porlier said. "People come here to get natural resources and leave. We don't get anything in return."

While Sept-Îles is already connected to Highway 138, the extension should be seen as a development tool for a region that struggles to retain its younger residents, Porlier said.

He argued that Newfoundland and Labrador would also benefit from having a more direct link to the east, rather than having to go through the Maritimes.

The only other road connecting Labrador to Quebec is through Labrador City and onto Highway 389, which eventually leads to Baie-Comeau — that represents a treacherous 1,600 kilometre detour.

"It makes no sense. We're only missing 375 kilometres to make this a direct link," Porlier said.

More meetings ahead

The local Bloc Québécois MP, Marilène Gill, said she was encouraged by the response from the Liberal government.

"They were really open to know about the project. That's where we can see how important the delegation was," said Gill.

She called the extension of Highway 138 "a matter of life or death" for the coast's small communities.

"People want to occupy the territory, they want to stay with their families, but they also want to work," said Gill.

The previous provincial government had earmarked $232 million under its Plan Nord infrastructure project to get the ball rolling on the extension.

Talks last year between Quebec and Newfoundland and Labrador aimed at strengthening economic ties between the two provinces also included discussion about Highway 138.

The progress at different levels of government has Jones, the mayor of Gros-Mecatina, feeling optimistic.

"The federal government can build bridges, the province will build roads, and we'll get this country hooked up from one end to the other," he said.



AVIS À LA NAVIGATION - NOTICE TO SHIPPING

Émis en vertu de l'article 58(1) d) de la Loi Maritime du Canada

Issued under article 58(1) d) of the Canada Marine Act

No. 2018-004
Date: 17 octobre 2018
Carte: SHC - 1220
Ref. avis:
Début/Start: **17/10/18 – 12:00**
Fin / End:

'PE D'ÉVÉNEMENT / TYPE OF EVENT

ınstruction	☐	Dragage / Dredging	☐	Sécurité / Security	☑
›paration / Repair	☐	Interdiction / Prohibition	☑	Autre / Other	☑

∕IPLACEMENT / LOCATION

Quai Pointe-Aux-Basques (No 7 carte SHC 1220) / **Pointe-aux-Basques Dock** (No 7 CHS chart 1220

ESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT / DESCRIPTION OF THE EVENT

'our des raisons de sécurité, le quai de Pointe-aux-asques N° 7, est maintenant fermé et doit être onsidéré comme un poste à quai non-sécuritaire.

ucun navire, bateau ou barge n'est permis de 'accoster à ce quai.

Due to safety reasons, the Pointe-aux-Basques Dock N 7, is now closed and is to be considered an unsafe bertl

No vessel, ship, barge, or boat is permitted to berth a this dock.

ESCRIPTION DE L'ÉQUIPEMENT SUR PLACE / DESCRIPTION OF THE EQUIPMENT

I/A

N/A

DES À LA NAVIGATION SUPPLÉMENTAIRE / SUPPLEMENTARY AIDS TO NAVIGATION

I/A

N/A

EMARQUES / REMARKS

'our de plus amples informations, veuillez S.V.P. ommuniquer avec la Capitainerie au 1-418-961-1229 u via courriel au sgrant@portsi.com

For more information, please contact the Harbou Master's Office at 1-418-961-1229 or via email a sgrant@portsi.com

Shawn Grant
Maître du Port / Harbour Master
Port Sept-Îles
1 Quai Mgr Blanche,
Sept-Îles, Québec, G4R 5P3

Harbour Master
Maître du Port
PORT SEPT-ÎLES

Un terminal en mauvais état du port de Sept-Îles doit être fermé
Publié le vendredi 19 octobre 2018

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1130775/terminal-quai-ferme-port-de-sept-iles-bella-desgagnes

Le Port de Sept-Îles doit fermer, pour une période indéterminée, le terminal Pointe aux Basques, où accoste notamment le Bella Desgagnés.

Les autorités portuaires prennent cette décision en raison des dernières expertises qui confirment la dégradation de l'infrastructure construite il y a plus de 65 ans.

Depuis l'an dernier, des limites de charge doivent être respectées dans certaines parties du terminal.

Relais Nordik et le Port de Sept-Îles ont convenu de déplacer la manutention des marchandises au quai des croisières du terminal Monseigneur-Blanche.

Réfection en vue

Des démarches ont déjà été entreprises pour rénover le terminal Pointe-aux-Basques, un projet évalué à 20 millions de dollars. Les devis sont prêts et les autorisations environnementales ont été obtenues.

Le Port attend maintenant le financement nécessaire à la réalisation du projet de la part des gouvernements fédéral et provincial.

Ottawa refuse de financer la réhabilitation du quai de Pointe-aux-Basques
Publié le vendredi 2 november 2018
https://lenord-cotier.com/ottawa-refuse-de-financer-la-rehabilitation-du-quai-de-pointe-aux-basques/

Transports Canada refuse de participer au financement du projet de réhabilitation du quai intermodal de Pointe-aux-Basques, malgré l'engagement financier de Québec et du Port de Sept-Îles.

La rénovation du quai est devenue urgente le 19 octobre dernier, lorsque les ingénieurs y ont forcé l'arrêt complet des activités. Des limitations de charge étaient déjà en vigueur depuis 2016 sur les 12 premiers mètres du bord.

En 2016, la dégradation du quai a forcé la mise en place de limitations de charge le long de la face du quai ainsi que des restrictions d'accostage des navires. Le Port de Sept-Îles a alors mis sur pied un projet de réhabilitation du quai.

Le projet de 20 millions de dollars doit être financé à parts égales par le Port de Sept-Îles, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Les études techniques et environnementales sont complétées.

Trop de demandes
Le 9 avril dernier, Transports Canada a refusé de financer le projet.
«Nous avons reçu beaucoup plus de demandes de financement pour des projets admissibles que ce qui pouvait être financé à ce moment-ci et seuls les projets qui correspondaient étroitement aux objectifs du FNCC ont été retenus», indique le courriel adressé au Port de Sept-Îles.

Les discussions entre le Port et Ottawa ont néanmoins continué par la suite. Le fédéral a demandé des informations supplémentaires, incluant une confirmation de la participation financière de Québec.
Le 10 mai 2018, le gouvernement provincial s'est engagé par écrit à verser la somme de 6,67 M$ pour la réfection du quai.

Malgré cela, au courant de l'été, Transports Canada aurait refusé verbalement de donner suite à la demande du Port de Sept-Îles. Une rencontre doit avoir lieu dans quelques jours entre Pierre D. Gagnon et Transports Canada pour faire suite à la condamnation du quai intermodal.
Transports Canada a refusé de confirmer et de commenter le rejet de la demande de financement.

«Compte tenu de la nature confidentielle des applications et des lois associées en matière de protection de la vie privée, Transports Canada ne peut divulguer ces informations», a invoqué le service des relations médias.
Le ministre Marc Garneau a refusé la demande d'entrevue du Nord-Côtier.

Compte à rebours

Pierre D. Gagnon, PDG du Port de Sept-Îles, indique que les travaux de réhabilitation s'échelonneront sur près d'un an. Il est urgent selon lui qu'Ottawa confirme sa participation financière au projet.
«Nous, d'avoir les autorisations en novembre, on procède à l'achat des matériaux. On en a peut-être jusqu'en janvier pour recevoir les matériaux», révèle-t-il.
Tout serait alors prêt pour lancer les travaux en février, dès que les conditions climatiques le permettraient.

Entre temps, la compagnie Relais Nordik devra accoster son navire Bella Desgagnés au quai des croisières. Les impacts exacts sur les opérations sont encore incertains. Francis Roy, PDG de Relais Nordik, était à l'extérieur du pays et n'a pu être joint. Cindy Nadeau, directrice ventes, marketing et communications, invite les clients ayant des questions à contacter la compagnie par téléphone au 418-968-4707 ou au 418-723-8787

Le terminal de Pointe-aux-Basques peut soulager la 138

Le Port de Sept-Îles doit rénover et agrandir le quai intermodal de Pointe-aux-Basques. Un des objectifs est d'y augmenter la manutention de conteneurs et de marchandises pour retirer des poids lourds de la route.

Le terminal intermodal bénéficie de plusieurs atouts. Il est doté d'un hangar, d'une grande cour de manutention et d'une voie ferrée reliée au réseau de IOC et de QNS&L. Construit au début des années 1950, il est situé à l'extrémité de la rue Monseigneur-Blanche, au cœur même de Sept-Îles.
Un projet de réhabilitation du quai a été lancé en 2016. Les palplanches, de grandes tôles de métal enfoncées dans le sable de la mer et qui forment le mur externe du quai, sont érodées par l'action des vagues et du temps. Elles doivent absolument être remplacées.
«On ne peut plus réparer. La vie utile est atteinte», affirme, Pierre D. Gagnon, PDG du Port de Sept-Îles.
Le projet de 20 M$ consiste principalement à reconstruire une partie du quai et à la prolonger de quelques mètres jusqu'au quai des pétroliers. Les études techniques et environnementales sont faites. Seul le financement reste à boucler (voir autre texte).

Autoroute bleue

Jusqu'à sa fermeture voilà quelques jours, le quai intermodal de Pointe-aux-Basques était utilisé par le navire ravitailleur Bella Desgagnés pour desservir les villages de la Basse-Côte-Nord. Des conteneurs et des marchandises telles que du matériel ferroviaire et du sel de déglaçage y transitaient également.
«C'est une infrastructure qui joue un rôle important pour aider dans la dynamique du transport de marchandises sur la Côte-Nord», note Pierre D. Gagnon.

Il estime que la route 138 était soulagée en moyenne d'une vingtaine de camions-remorques par jour. Cela représenterait près de 5% du volume de camions entre Baie-Comeau et Sept-Îles.

Le PDG du Port ambitionne d'augmenter ces chiffres. Selon lui, conteneurs et marchandises peuvent être chargés sur des navires à des endroits comme Montréal, Trois-Rivières ou Québec plutôt que d'emprunter la route 138.

Les consommateurs et les entreprises bénéficieraient d'une réduction des coûts de transport. Les compagnies de transport, affectées par le manque de main-d'œuvre, pourraient y trouver leur compte. Côté environnement, les poids lourds retirés de la route signifient moins d'émissions de gaz à effet de serre.
«L'autoroute bleue, on ne l'utilise pas encore assez», soutient-il.

Tacora investira 50 M$ à la Pointe-Noire
Le mercredi 28 novembre 2018, 13h09

https://lenord-cotier.com/tacora-investira-50-m-a-la-pointe-noire/

Tacora Resources investira quelque 50 millions de dollars dans les prochains mois à la Pointe-Noire pour pouvoir utiliser le quai multiusager du Port de Sept-Îles. Elle y expédiera le fer de la mine Scully en redémarrage à Wabush, au Labrador.

La mine doit débuter ses opérations à l'été 2019 et employer 260 personnes. Tacora a annoncé mardi avoir complété le financement du projet.

Le minerai sera acheminé par train jusqu'au quai multiusager du Port de Sept-Îles.

L'investissement de 50 M$ servira à adapter les installations de la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire (SFPPN).

La durée de vie de la mine est évaluée à 26 ans, à raison d'une production de six millions de tonnes de fer par an.

« Son arrivée représente pour le Port de Sept-Îles une augmentation significative des volumes annuels pour le quai multiusager », a salué le PDG du Port de Sept-Îles, Pierre D. Gagnon.

Tacora devient le cinquième utilisateur du quai multiusager. L'infrastructure de 220 M$ a été inaugurée à l'hiver 2018.

La SFPPN prévoit créer 30 emplois directs à Sept-Îles en lien avec le redémarrage de la mine Scully.

Du gaz naturel pour la Côte-Nord
Publié le 24 octobre 2018 à 10h03 | Mis à jour le 24 octobre 2018 à 10h03

https://www.lapresse.ca/affaires/economie/energie-et-ressources/201810/24/01-5201488-du-gaz-naturel-pour-la-cote-nord.php

Les entreprises de la Côte-Nord le réclament depuis des années et elles pourraient voir enfin leur souhait se réaliser : pas moins de sept groupes ont manifesté de l'intérêt pour approvisionner la région en gaz naturel.

Énergir, le distributeur québécois de gaz naturel, est derrière une des sept propositions soumises au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et à la Société du Plan Nord à la suite d'un appel d'offres qui s'est terminé lundi.

« Nous avons déposé une proposition », a confirmé hier Catherine Houde, porte-parole de l'entreprise, qui ne veut pas donner plus de détails sur son projet avant que le gouvernement étudie les projets qui lui ont été soumis.

C'est sous forme liquide que le gaz naturel se rendra sur la Côte-Nord, où il sera remis sous forme gazeuse pour être utilisé par les entreprises. Le gaz liquide peut voyager par camion ou par bateau. Vers la Côte-Nord, il pourrait vraisemblablement prendre le bateau à partir de Saguenay, où se rend le réseau principal d'Énergir, et être acheminé vers Sept-Îles. « Tout dépend des volumes », a indiqué la porte-parole d'Énergir au sujet de la façon de procéder qui sera privilégiée.

Le transport de gaz naturel sous forme liquide est moins coûteux et de plus en plus utilisé pour acheminer le gaz dans les régions éloignées du réseau principal de distribution.

Un projet d'extension du réseau principal d'Énergir du Saguenay vers la Côte-Nord, sur une distance de 450 kilomètres, a déjà été envisagé, puis abandonné en raison de ses coûts élevés et de sa rentabilité incertaine.

Le marché du gaz naturel liquéfié n'est pas réglementé, et d'autres entreprises qu'Énergir s'intéressent à la desserte de la Côte-Nord. L'entreprise québécoise est toutefois la seule au Québec qui exploite déjà une usine de liquéfaction de gaz naturel, qui approvisionne notamment la mine de diamants Stornoway par camion.

DES MICRO-RÉSEAUX

Les réseaux gaziers autonomes, qui permettent d'alimenter plusieurs clients n'étant pas reliés au réseau principal, sont une voie d'avenir pour Énergir, selon sa porte-parole.

L'entreprise examine actuellement la possibilité d'implanter un micro-réseau dans le parc industriel de Matane, en Gaspésie. Ce genre de solution est novateur, mais il

présente encore des défis. « C'est un nouveau modèle d'affaires, et la Régie de l'énergie devra se prononcer sur sa faisabilité », précise Catherine Houde.

S'il se réalise, le projet de micro-réseau à Matane serait une première au Canada.

UN RÉSEAU QUI S'ALLONGE

Lentement, le réseau gazier traditionnel continue quand même de s'allonger en territoire québécois, à la demande des entreprises qui veulent avoir accès à cette source d'énergie moins coûteuse et moins polluante pour remplacer le pétrole qu'elles utilisent.

Le plus récent prolongement, long de 72 kilomètres, a été inauguré l'an dernier entre Lévis et Saint-Claire, dans Bellechasse. Les gouvernements du Canada et du Québec ont contribué pour 17,5 millions chacun à cet investissement de 42 millions.

Trois autres prolongements sont en cours de réalisation, à Saint-Éphrem (18 km), à Saint-Marc-des-Carrières (13,4 km) et à Thetford Mines (37 km).

D'AUTRES PROJETS À L'ÉTUDE

SAINT-RÉMI/SAINTE-CLOTILDE

Le projet le plus avancé est un prolongement de 30 kilomètres du gazoduc entre Saint-Rémi et Sainte-Clotilde, près de Châteauguay. Dans son dernier budget, le gouvernement du Québec a déjà promis une contribution de 17 millions pour le projet dont le coût total est estimé à 21 millions.

PARC INDUSTRIEL DE WINDSOR

Énergir veut raccorder le parc industriel de Windsor à son réseau principal. Il s'agit d'un prolongement de 3 kilomètres.

LE TOUR DU LAC SAINT-JEAN

À plus long terme, le gaz naturel pourrait desservir toute la région du Lac-Saint-Jean, avec un prolongement du réseau d'Énergir qui s'arrête actuellement à Saguenay.

MONTMAGNY

Des études sont en cours pour prolonger le réseau gazier jusqu'à Montmagny, à partir de la municipalité de Saint-Henri, en passant par Saint-Charles-de-Bellechasse et Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud.



NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DU MINISTRE

RENCONTRE AVEC LA COMMUNAUTÉ INNUE DE UASHAT-MAK MANI-UTENAM, ET VISITE AU CENTRE RÉGIONAL D'ÉDUCATION POUR ADULTES DE UASHAT

DÉTAILS DE LA RENCONTRE

- **DATE ET HEURE :** Mercredi, le 23 janvier 2019, 9h à 10h.
- **LIEU :** Centre Régional d`Éducation pour Adultes de Uashat
- **PARTICIPANTS**: à déterminer

BUT

- Discussions avec la communauté Innue de Uashat-Mak Mani-Utenam concernant leurs priorités liées à l'infrastructure.

CONSIDÉRATIONS CLÉS

- Il semble que la communauté Innu Takuaikan Uashat-Mak Mani-Utenam (ITUM) a des relations positives avec la Ville de Sept-Îles. En novembre 2018 les élus du ITUM et la Ville de Sept-Îles se sont rencontrés avec l'objectif d'unifier leurs efforts au niveau du développement socio-économique de la région, et la qualité de vie des citoyens des deux communautés.

- Dans le cadre de l'infrastructure, le logement est une priorité clé pour le conseil de l'ITUM. Le conseil de bande trouve que les budgets restreints en logement social et la demande sans cesse grandissante en unités de logements force ITUM à développer et à offrir plusieurs types de programmes en matière d'habitation.

- Les états financiers consolidés de 2017-18 indiquent que ITUM a reçu approximativement 48,3 M de dollars de financement de Services aux Autochtones Canada pour l'infrastructure d'enseignement et les logements, et pour la protection du littoral.

- La communauté aurait reçu en 2018 1,9 M de dollars en financement du gouvernement du Québec : du Secrétariat aux affaires Autochtones, du ministère de la Sécurité publique (Centre de Réhabilitation Communautaire), et du ministère du Tourisme du Québec.

CONTEXTE PRINCIPAL

- La communauté est divisée en deux secteurs : Uashat, située à la limite ouest de Sept-Îles est enclavée dans la ville, et Mani-Utenam se trouve à 16 km à l'est de Sept-Îles. En 2012, ITUM comptait environ 3 544 membres, dont 2 885 vivaient dans la communauté. Les principales langues parlées sont l'innu-aimun et le français.

- Sur le plan socioéconomique, la communauté possède de nombreux commerces et a également signé une entente avec Hydro-Québec, relativement au développement hydroélectrique de la rivière Sainte-Marguerite.

- La communauté se spécialise dans la pêche commerciale. Outre les infrastructures et les services de base, la communauté possède une résidence pour personnes âgées, un théâtre en plein air, des équipements sportifs, un foyer pour jeunes, un centre commercial et un musée.

La Centre régional d'éducation des adultes

- La Centre régional d'éducation des adultes (CRÉA) situé à Uashat est sous la responsabilité de Mme Julie Rock. Le centre répond aux besoins des huit communautés innues et d'une communauté naskapie, toutes situées sur le territoire de la Côte-Nord.

- Après 18 mois d'existence, le CRÉA d'Uashat vient de terminer sa première année scolaire. Le CRÉA offre des programmes de formation générale aux adultes en : alphabétisation; présecondaire; 1er et 2e cycle du secondaire; préparation à la formation professionnelle; préparation aux études postsecondaires; test de développement éducatif général (test DEG); et test de développement général (test TDG).

- Pendant l'année scolaire 2016-2017 de nouvelles formations se sont ajoutées : L'Essentiel des mines (23 réussites); Santé Sécurité générale sur les chantiers de construction, ASP construction (30 réussites).

FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE DE LA PROVINCE/MUNICIPALITÉ

- Infrastructure Canada n'a pas de projets récents ni à Sept-Îles, ni à Uashat.



NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DU MINISTRE

DISCOURS AUX MEMBRES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE SEPT-ÎLES

DÉTAILS DE LA RENCONTRE

- **DATE/HEURE** : Mercredi, le 23 janvier 2019, 11h45 à 13h00
- **LIEU** : Chez Omer, 372 Avenue Brochu, Sept-Îles
- **PARTICIPANTS** :
  - Jessica Bélisle, Directrice Générale, Chambre de commerce de Sept-Îles
  - Autres participants à confirmer

BUT

- Vous allez prononcer un discours aux membres de la Chambre de commerce de Sept-Îles.

CONSIDÉRATIONS CLÉS

- La directrice générale de la Chambre pourrait soulever des enjeux clés de Sept-Îles :
  - Le problème de pénurie et de rétention de main-d'œuvre ;
  - L'influence du prix du fer sur les activités commerciales dans l'économie régionale (**Annexe A**).

- En mars 2018, la Chambre s'est montrée favorable aux mesures du budget 2018-2019 du gouvernement du Québec pour les entreprises dans un contexte de forte compétitivité, notamment le prolongement de la Route 138 et le financement lié à la concurrence du transport aérien (**Annexe B**).

- Les membres de la Chambre seront également intéressés à propos des développements du dossier du prolongement de la Route 138.

CONTEXTE PRINCIPAL

- En novembre 2018, une délégation formée d'élus municipaux et de chefs autochtones réclamait du financement de la part de Transports Canada et d'Infrastructure Canada pour le prolongement de la Route 138 entre Kegaska et Blanc-Sablon, soit un tronçon de 360 KM (**Annexe C**).

- Cette alternative assurerait l'approvisionnement en biens essentiels aux gens de la Basse-Côte-Nord qui ne disposent actuellement que de navires de ravitaillement et du transport aérien.

- Les conditions climatiques extrêmes affectent la fiabilité de ces modes de transport (**Annexe D**). Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a aussi exprimé un intérêt pour le parachèvement de la Route 138. Les élus de la Minganie et de la Basse-Côte-Nord s'entendent tous pour placer le prolongement de cette route comme priorité en 2019 (**Annexe E**).

FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE POUR LA RÉGION DE SEPT-ÎLES

Infrastructure Canada d'a pas financé de projet d'importance dans le secteur de Sept-Îles depuis 2015.

MESSAGES CLÉS

- Je reconnais l'importance du projet de la 138 pour les communautés de la Basse-Côte-Nord. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer récemment le ministre des transports du Québec, M. Bonnardel, pour discuter de ce sujet.

- INFC est à déterminer s'il est possible de financer le projet. J'espère être en mesure de vous informer d'une décision bientôt.

Pièces jointes :
Annexe A – Chambre de commerce de Sept-Îles : Budget du Québec 2018-2019
Annexe B – Montreal Gazette: " Delegation heads to Ottawa to seek funds to extend Route 138 in eastern Quebec "
Annexe C – Métro : « Le prolongement de la 138 : L'appui d'Ottawa est demandé »
Annexe D – Le Nord-Côtier : « Les élus mettent le cap à l'Est en 2019 »
Annexe E – Sommaire – Admissibilité du projet de prolongement de la route 138

BIOGRAPHIE

Jessica Belisle
Directrice Générale, Chambre de commerce de Sept-Îles



- Jessica Belisle est Directrice Générale de la Chambre de commerce de Sept-Îles depuis août 2018.
- Avant de prendre le rôle de DG à la Chambre de commerce, elle était Directrice des communications de la Chambre de commerce de Baie-des-Chaleurs.
- Elle est titulaire d'un baccalauréat en communication publique et d'un certificat en études autochtones de l'Université Laval. Elle a été attachée politique au Parti libéral du Québec pour le dossier du plan nord.





BUDGET DU QUÉBEC 2018-2019 :
Des mesures avantageuses pour les entreprises dans un contexte de forte compétitivité

Sept-Iles, le 28 mars 2018 – La Chambre de commerce de Sept-Iles salue le cinquième budget du ministre des Finances du Québec, monsieur Carlos Leitão, qui envoie un signal positif aux entreprises et permet de maintenir un climat d'affaires favorable à la croissance.

Selon le président-directeur général de la FCCQ, monsieur Stéphane Forget « Il s'agit d'un budget permettant de maintenir la compétitivité des entreprises et de les appuyer face aux défis de main-d'œuvre. Avec la réduction du **taux d'imposition de 8% à 4%** et de la cotisation du Fonds de services de santé, les entreprises, particulièrement les PME, ont été entendues, compte tenu de leur rôle important dans le dynamisme du Québec ».

Soulignons certaines mesures qui bénéficieront à nos membres :

- 24 millions $ pour la formation de la main-d'œuvre en région et 14 millions $ pour la main-d'œuvre autochtone;
- 232 millions $ pour le prolongement de la Route 138;
- 22 millions $ pour favoriser la concurrence dans le transport aérien et 50 millions $ pour réduire le prix des billets d'avion en région;
- 417 millions $ pour favoriser la diversification économique;

Un emploi en sol québécois

Par ailleurs, la Chambre de Commerce de Sept-Iles et la FCCQ accueillent avec beaucoup de satisfaction la bonification du programme *Un emploi en sol québécois*, un projet-pilote lancé en 2017 pour favoriser l'intégration en emploi des personnes immigrantes dans les régions du Québec. Au cours des trois prochaines années, pour un budget de 3 millions $, la FCCQ et éventuellement la Chambre de commerce de Sept-Iles pourront accroître leur contribution au développement économique de Sept-Iles et à l'intégration des personnes immigrantes par l'emploi.

Des investissements structurants pour le dynamisme des régions du Québec

Divers investissements porteurs stimuleront le développement économique sur le territoire québécois. Par ailleurs, le processus d'appel de proposition pour la desserte de la Côte-Nord par gaz naturel liquéfié devrait permettre d'améliorer la compétitivité de nombreuses entreprises, tout en permettant de réduire leur empreinte de carbone. Diverses mesures visant différents secteurs névralgiques de l'économie sont à souligner, notamment pour le secteur de l'aluminium, le secteur forestier, la filière minière, le stratégie maritime, des sciences de la vie et l'appui à la commercialisation de l'innovation.

À propos de la Chambre de commerce de Sept-Iles

La Chambre agit comme leader pour un développement économique soutenu de la région de Sept-Îles dans une perspective durable. Elle offre à la communauté d'affaires des services favorisant le réseautage, l'amélioration des compétences et la promotion des occasions d'affaires.

À propos de la FCCQ
Grâce à son vaste réseau de près de 140 chambres de commerce et 1 100 membres corporatifs, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 50 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la FCCQ est à la fois une fédération de chambres de commerce et une chambre de commerce provinciale. Ses membres, qu'ils soient chambres ou entreprises, poursuivent tous le même but : favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

-30-

Renseignements :
Paul Lavoie
Directeur général
direction@ccseptiles.com
418 968-3488 poste 1

Prolongement de la 138: l'appui d'Ottawa est demandé
26/11/2018

http://journalmetro.com/actualites/national/1947818/route-138-lappui-dottawa-est-demande/

OTTAWA — Le prolongement de la route 138 sur la Côte-Nord n'est pas l'affaire que du gouvernement du Québec.

C'est le message apporté lundi à Ottawa par une délégation de 15 personnes de la Basse-Côte-Nord au ministre des Transports, Marc Garneau, et au ministre de l'Infrastructure, François-Philippe Champagne, à l'invitation de la députée Marilène Gill, du Bloc québécois.

«On est un petit peu essoufflé d'entendre parler d'un troisième lien là, d'un deuxième pont là, a déploré le maire de Sept-Îles, Réjean Porlier. On n'a même pas une route complétée. On est encore enclavé.

«On ne développe pas un pays comme ça. On donne accès à un territoire et ensuite le développement va s'installer naturellement», a-t-il ajouté.

La délégation formée d'élus municipaux et de chefs autochtones réclame du financement d'Ottawa pour le prolongement de cette route entre Kegaska et Blanc-Sablon, attendu depuis plus de 50 ans. Un tronçon de 360 km qui améliorerait grandement le quotidien des gens de la Basse-Côte-Nord, qui doivent se fier sur des navires de ravitaillement ou se fier sur le transport aérien pour combler leurs besoins.

Il s'agit d'une alliance «historique», selon Mme Gill, qui milite pour le désenclavement de la Basse-Côte-Nord. Le chef de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, a également souligné la solidarité entre les Innus et les municipalités.

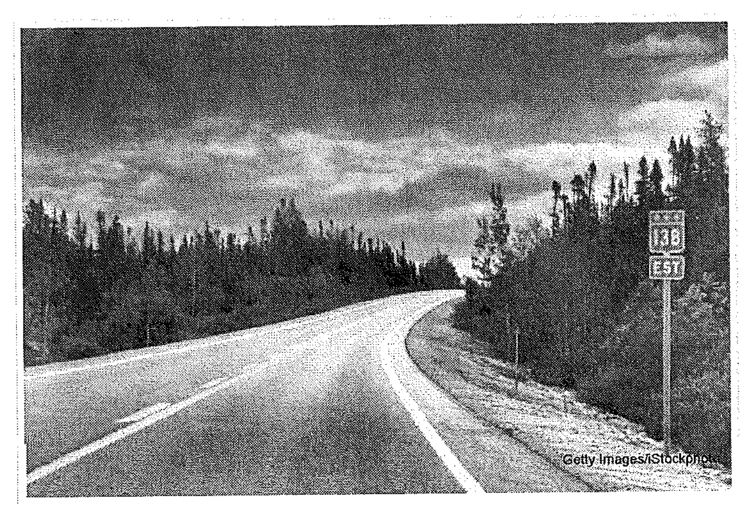


26/11/2018 **Mise à jour :** 26 novembre 2018 | 18:56

Ajuster la taille du texte

Prolongement de la 138: l'appui d'Ottawa est demandé

Par Mylène Crête, La Presse canadienne
La Presse Canadienne



Getty Images/iStockphoto

OTTAWA — Le prolongement de la route 138 sur la Côte-Nord n'est pas l'affaire que du gouvernement du Québec.

C'est le message apporté lundi à Ottawa par une délégation de 15 personnes de la Basse-Côte-Nord au ministre des Transports, Marc Garneau, et au ministre de l'Infrastructure, François-Philippe Champagne, à l'invitation de la députée Marilène Gill, du Bloc québécois.

«On est un petit peu essoufflé d'entendre parler d'un troisième lien là, d'un deuxième pont là, a déploré le maire de Sept-Îles, Réjean Porlier. On n'a même pas une route complétée. On est encore enclavé.

«On ne développe pas un pays comme ça. On donne accès à un territoire et ensuite le développement va s'installer naturellement», a-t-il ajouté.

La délégation formée d'élus municipaux et de chefs autochtones réclame du financement d'Ottawa pour le prolongement de cette route entre Kegaska et Blanc-Sablon, attendu depuis plus de 50 ans. Un tronçon de 360 km qui améliorerait grandement le quotidien des gens de la Basse-Côte-Nord, qui doivent se fier sur des navires de ravitaillement ou se fier sur le transport aérien pour combler leurs besoins.

Il s'agit d'une alliance «historique», selon Mme Gill, qui milite pour le désenclavement de la Basse-Côte-Nord. Le chef de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, a également souligné la solidarité entre les Innus et les municipalités.

Aussi dans National : (/actualites/national/)

À propos de Métro
(http://www.journalmetro.com/a-propos-de-metro)

Carrières
(http://tctranscontinental.com/fr/careers)

Contactez-nous
(http://www.journalmetro.com/contactez-nous)

Annoncez avec nous
(/annoncez-avec-nous/)

Archives Métro Montréal
(http://www.lamediatheque.tc/edition/?mk_r=0&mk_v=&mk_p=56570&mk_d=)

Archives Métro international
(http://www.readmetro.com)

L'environnement chez Métro
(http://journalmetro.com/environnement/)

Circulaires
(http://journalmetro.com/circulaires-2/)

Facebook
(http://www.facebook.com/pages/[illegible]Metro/64790844524)

Twitter
(https://twitter.com/metromontreal)

Instagram
(http://instagram.com/journalmetro)

Google+
(https://plus.google.com/b/108325[illegible]/+journalmetro)

LinkedIn
(http://www.linkedin.com/company/[illegible])

Métro Montréal
(http://www.lamediatheque.tc/edition/?mk_r=0&mk_v=&mk_p=56570&mk_d=)

Métro Calgary
(http://reader.metronews.ca/digital_Launch.aspx?ID=6110ee03-acdc-472b-9d71-212e65655f9d)

Métro Edmonton
(http://reader.metronews.ca/digital_Launch.aspx?ID=d91faed2-f1cf-43ac-b12c-[illegible])

Metro Halifax
(http://reader.metronews.ca/digital_Launch.aspx?ID=082b508e-07b0-40ea-9834-c2c8d68c18b8)

Metro Ottawa
(http://reader.metronews.ca/digital_Launch.aspx?ID=1bc30598-6ee6-4456-b9ba-c81a09224ac9)

Metro Toronto
(http://reader.metronews.ca/digital_Launch.aspx?ID=ae45d194-e887-4f4e-bfc7-62a403de57df)

Metro Vancouver
(http://reader.metronews.ca/digital_Launch.aspx?ID=3744758e-2ee5-4c13-a052-56711bdbdc91)

Metro Winnipeg
(http://reader.metronews.ca/digital_Launch.aspx?ID=2b713e7c-e496-4481-8665-3f4a85e4064e)

Directives concernant les commentaires
(http://www.journalmetro.com/directives-concernant-les-commentaires)

Conditions d'utilisation
(http://www.journalmetro.com/conditions-dutilisation)

Politique de protection de la confidentialité
(http://tctranscontinental.com/fr/privacy-policy)

Choix de pub
(http://youradchoices.ca/fr/retrait)

La Côte-Nord se rend à Ottawa pour le prolongement de la route 138
Le lundi 26 novembre 2018, 13h36

https://lenord-cotier.com/la-cote-nord-se-rend-a-ottawa-pour-le-prolongement-de-la-route-138/

Une délégation d'une quinzaine de personnes s'est déplacée à Ottawa lundi afin d'obtenir l'appui du gouvernement fédéral pour le prolongement de la route 138 en Basse-Côte-Nord jusqu'à Blanc-Sablon.

La délégation regroupe des élus allochtones et autochtones ainsi que des acteurs du milieu économique.
Ils ont rencontré le ministre des Transports, le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, la ministre des Affaires autochtones et du Nord ainsi que des représentants du bureau du premier ministre.

La route 138 s'arrête présentement au village de Kegaska, une cinquantaine de kilomètres à l'est de Natashquan. «Le prolongement de la Route 138 faciliterait l'approvisionnement de biens essentiels qui actuellement, dépendent du transport aérien et maritime», plaide la députée de Manicouagan, Marilène Gill.

Outil de développement

Ghislain Picard, chef de l'Association des Premières Nations du Québec et du Labrador, soutient pour sa part que cela aiderait les Innus de la région d'exploiter leur plein potentiel économique.

«Est-il possible qu'on parle de ce dossier depuis plus de 50 ans et qu'on n'ait pas encore compris que l'occupation et la vitalité du territoire, ça passe par un libre accès à celui-ci ? J'espère qu'enfin on donnera à la Côte-Nord son principal outil de développement», insiste le maire de Sept-Îles, Réjean Porlier.

«C'est développer le Nord-est canadien qu'on veut», résume Luc Noël, préfet de la MRC de la Minganie.

La Côte-Nord se rend à Ottawa pour le prolongement de la route 138



Mathieu Morasse
m.morasse@lenord-cotier.com (mailto:m.morasse@lenord-cotier.com)

Le lundi 26 novembre 2018, 13h36

Crédit photo : Boris Lenzi

Une délégation d'une quinzaine de personnes s'est déplacée à Ottawa lundi afin d'obtenir l'appui du gouvernement fédéral pour le prolongement de la route 138 en Basse-Côte-Nord jusqu'à Blanc-Sablon.

La délégation regroupe des élus allochtones et autochtones ainsi que des acteurs du milieu économique.
Ils ont rencontré le ministre des Transports, le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, la ministre des Affaires autochtones et du Nord ainsi que des représentants du bureau du premier ministre.

La route 138 s'arrête présentement au village de Kegaska, une cinquantaine de kilomètres à l'est de Natashquan.
«Le prolongement de la Route 138 faciliterait l'approvisionnement de biens essentiels qui actuellement, dépendent du transport aérien et maritime», plaide la députée de Manicouagan, Marilène Gill.

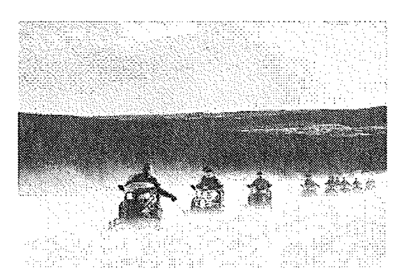
Outil de développement

Ghislain Picard, chef de l'Association des Premières Nations du Québec et du Labrador, soutient pour sa part que cela aiderait les Innus de la région d'exploiter leur plein potentiel économique.

«Est-il possible qu'on parle de ce dossier depuis plus de 50 ans et qu'on n'ait pas encore compris que l'occupation et la vitalité du territoire, ça passe par un libre accès à celui-ci ? J'espère qu'enfin on donnera à la Côte-Nord son principal outil de développement», insiste le maire de Sept-Îles, Réjean Porlier.

«C'est développer le Nord-est canadien qu'on veut», résume Luc Noël, préfet de la MRC de la Minganie.

DERNIERS ARTICLES

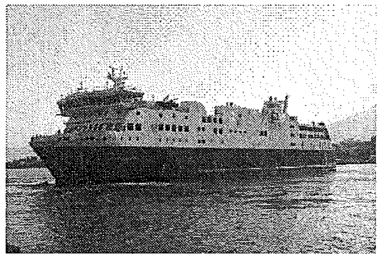


(https://lenord-cotier.com/la-glace-de-la-route-blanche-est-encore-trop-mince/)

ACTUALITÉ

La glace de la Route blanche est encore trop mince (https://lenord-cotier.com/la-glace-de-la-route-blanche-est-encore-trop-mince/)

La Route blanche reliant Kegaska à Blanc-Sablon demeure presque entièrement fermée en ce début d'année 2019, la glace étant...



(https://lenord-cotier.com/f-a-gauthier-la-stq-cherche-une-navire-de-remplacement/)

ACTUALITÉ

F.-A. Gauthier : la STQ cherche une navire de remplacement (https://lenord-cotier.com/f-a-gauthier-la-stq-cherche-une-navire-de-remplacement/)

La traverse Matane-Baie-Comeau-Godbout reprendra du service le mardi 8 janvier avec l'arrivée très attendue du CTMA Vacancier jusqu'à...



(https://lenord-cotier.com/deux-deces-par-arme-a-feu-a-fermont/)

ACTUALITÉ

Deux décès par arme à feu à Fermont (https://lenord-cotier.com/deux-deces-par-arme-a-feu-a-fermont/)

Un homme de 65 ans et une femme de 42 ans sont décédés à Fermont vendredi matin, vraisemblablement par arme à feu. Le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) est en...

ARTICLES POPULAIRES

Une nouvelle accusation d'agression sexuelle portée contre Germain Gagnon (https://lenord-cotier.com/une-nouvelle-accusation-dagression-sexuelle-portee-contre-germain-gagnon/)
ACTUALITÉ (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/ACTUALITES/), JUSTICE ET FAITS DIVERS (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/ACTUALITES/JUSTICE-ET-FAITS-DIVERS/), PORT-CARTIER (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/PORT-CARTIER/)

La glace de la Route blanche est encore trop mince (https://lenord-cotier.com/la-glace-de-la-route-blanche-est-encore-trop-mince/)
ACTUALITÉ (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/ACTUALITES/), MINGANIE (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/MINGANIE/), TRANSPORT (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/TRANSPORT/)

Deux décès par arme à feu à Fermont (https://lenord-cotier.com/deux-deces-par-arme-a-feu-a-fermont/)
ACTUALITÉ (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/ACTUALITES/), JUSTICE ET FAITS DIVERS (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/ACTUALITES/JUSTICE-ET-FAITS-DIVERS/)

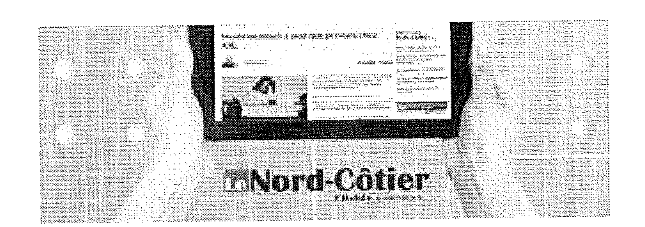
Motoneige : deux victimes en quatre jours sur la Côte-Nord (https://lenord-cotier.com/motoneige-deux-victimes-en-quatre-jours-sur-la-cote-nord/)
ACTUALITÉ (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/ACTUALITES/), JUSTICE ET FAITS DIVERS (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/ACTUALITES/JUSTICE-ET-FAITS-DIVERS/)

F.-A. Gauthier : la STQ cherche une navire de remplacement (https://lenord-cotier.com/f-a-gauthier-la-stq-cherche-une-navire-de-remplacement/)
ACTUALITÉ (HTTPS://LENORD-COTIER.COM/CATEGORIE/ACTUALITES/)

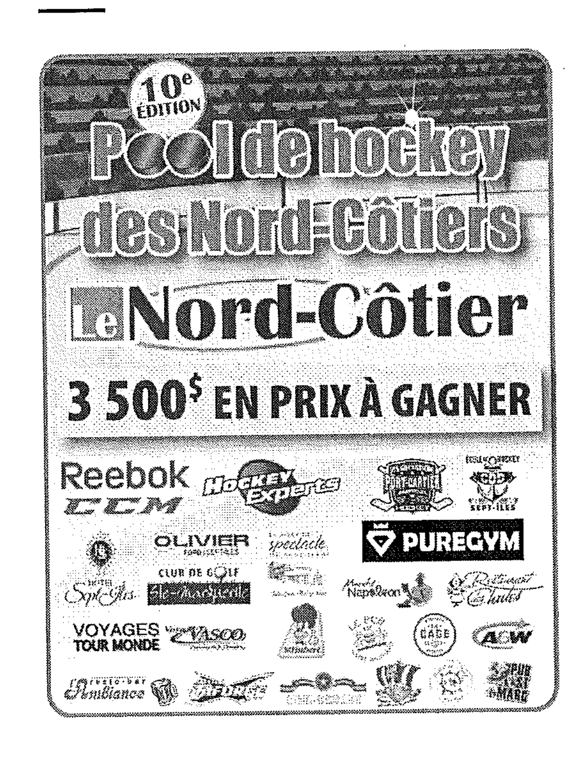


J'aime la Page Partager

Soyez le premier de vos amis à aimer ça.



POOL DE HOCKEY



(https://lenord-cotier.com/wp-content/uploads/2018/09/Pool-de-hockey.jpg)

Tweets de @Journal_LeNC



Le NC
@Journal_LeNC

Seule la courte section entre Pakua-Shipu et Saint-Augustin est ouverte depuis le 31 décembre.

Ministère des Transports (Québec) lenord-cotier.com/la-glace-de-la...

La glace de la Route bla...
La Route blanche reliant K...
lenord-cotier.com

5 janv. 2019



Le NC
@Journal_LeNC

«La priorité, c'est ne de pas laisser les gens dans l'incertitude pour après (le CTMA Vacancier)», confirme M. Lavoie de la STQ. lenord-cotier.com/f-a-gauthier-l...

F.-A. Gauthier : la STQ c...
La traverse Matane-Baie-...
lenord-cotier.com

Intégrer Voir sur Twitter

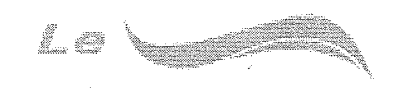
719, boul. Laure,
Sept-Îles, Québec
G4R 1Y2

(https://(http://twitter.com/)Journal_LeNC)
Le-
Nord-C%
C3%
Suivre @Journal_LeNC
B4tier-
254400736372/?
J'aime 16 k
fref=ts)

NOS ARTICLES

Actualités (/categorie/actualite/)
Société (/categorie/societe/)
Culturel (/categorie/culturel/)
Sports (/categorie/sports/)
Archives (/archives/)

NOTRE RÉSEAU



(http://www.lecharlevoisien.com/)



(http://www.journalhcnouest.com/)

M

(http://www.lemanic.ca/)

Politique de confidentialité (https://lenord-cotier.com/politique-de-confidentialite/)

Données météo fournies par OpenWeatherMap (http://openweathermap.org/)

Plateforme EZ Newzsite par Textuel (http://www.textuel.ca/services_txt.asp) et Tollé (https://tollé.marketing/?utm_source=eznewz&utm_medium=web&utm_campaign=client)



Les élus mettent le cap à l'Est en 2019
Le mardi 8 janvier 2019, 8h00

https://lenord-cotier.com/les-elus-mettent-le-cap-a-lest-en-2019/

Les élus de la Minganie et de la Basse-Côte-Nord se tournent vers l'Est en 2019 alors qu'ils placent tous le prolongement de la route 138 parmi leurs priorités.

Le dossier de la 138 sera à l'avant-scène dès janvier alors que le ministre fédéral de l'Infrastructure et des Collectivités, François-Philippe Champagne, viendra rencontrer les élus sur la Côte-Nord.

Il avait déjà rencontré une délégation nord-côtière en novembre dernier à Ottawa, démontrant alors de l'intérêt pour une participation financière du gouvernement fédéral.

Cette visite fait aussi suite à celle à Sept-Îles du ministre provincial des Transports, François Bonnardel, à la mi-décembre.

Le dossier de la traverse Côte-Nord-Anticosti-Gaspésie sera d'actualité en début d'année alors que le ministère provincial des Transports dévoilera le rapport de l'étude de faisabilité commandée à l'été 2017.

Les municipalités de Rivière-au-Tonnerre, de Longue-Pointe-de-Mingan et de Havre-Saint-Pierre se sont montrées intéressées à accueillir le terminal nord-côtier d'un tel traversier.

Minganie

Le préfet de la MRC de la Minganie, Luc Noël, prévoit un début d'année 2019 chargé alors que plusieurs dossiers majeurs sont à l'ordre du jour.

Dès janvier, les maires de la MRC tiendront une rencontre pour mettre à jour le plan de développement stratégique.

Le fonds de développement économique créé l'an dernier entrera en vigueur en janvier. Doté d'un fonds de près de deux millions de dollars, il servira à subventionner de nouveaux projets d'affaire.

En matière de santé, le préfet continuera à militer pour une amélioration des services dans sa région. À cet effet, une rencontre avec la nouvelle ministre de la santé, Danielle McCann, est prévue en début d'année.

«On est une région à risque au niveau de la découverture médicale. Si on avait des médecins itinérants ici, nos risques seraient de beaucoup amoindris», rappelle-t-il.

Côté tourisme, Luc Noël continuera de travailler avec le maire de l'île d'Anticosti, John Pineault, au dossier de candidature de l'île au patrimoine mondial de l'UNESCO. Une rencontre avec l'équipe du premier ministre François Legault est prévue le 8 janvier à Québec pour discuter du sujet.

La création d'un parc ou d'une aire protégée est aussi envisagée pour la rivière Magpie. Il pourrait s'agir d'un parc fédéral, provincial, régional ou même innu.

«[Le comité technique formé en 2018] va faire une réflexion, de la recherche et nous amener des propositions», indique-t-il.

Les séances publiques du conseil de la MRC commenceront à être diffusées en direct sur le web au courant de l'année.

Havre-Saint-Pierre

La municipalité de Havre-Saint-Pierre continuera de travailler au développement du projet de pisciculture de saumon en eau salée de la compagnie Atlantic Sapphire.

«C'est le gros projet municipal qu'on va essayer de pousser. On espère que ça va peut-être aboutir en 2019 ou 2020», dit Pierre Cormier.

Le maire envisage également de développer le camping municipal. Un promoteur a approché la municipalité à cet effet en 2018. Il exclut toutefois de se départir du fonds de terrain.

«On a entamé des discussions avec lui. On va voir où il va aller avec son projet», indique-t-il.

Austérité budgétaire oblige, la municipalité mettra la pédale douce sur les dépenses après la fin de la construction de la piscine et du garage municipal.

«Il y a eu beaucoup d'infrastructures qui ont été faites au Havre. Aujourd'hui, il faut passer à la caisse et payer les factures. Les projets, pour le moment, c'est de rationaliser et de réorganiser.»

Basse-Côte-Nord

La réfection des quais fédéraux de La Romaine et de Saint-Augustin figure parmi les priorités du préfet de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent, Randy Jones.

«Le quai de Saint-Augustin, c'est une vraie honte», décrit-il.

Il entend suivre de près le dossier de projet hydroélectrique sur la rivière Petit Mécatina, pour lequel le premier ministre provincial François Legault ne cache pas son intérêt.

Cette rivière de 545 km se jette dans le golfe du Saint-Laurent près des villages de Chevery et de Tête-à-la-Baleine. Le projet pourrait servir de catalyseur au prolongement de la route 138 et créer de nombreux emplois suite à la fin du chantier de la rivière Romaine en 2021.

«On va suivre ça de très près. Je veux que ce soit un projet de la Côte-Nord», prévient Randy Jones.

Du côté de Bonne-Espérance, un projet de coopérative de serre agricole est en développement. Une telle serre est en opération depuis environ cinq ans à La Tabatière.

«Ils ont des gros projets de présentés, mais ils n'ont pas eu de réponse des gouvernements encore», explique M. Jones.

L'année 2019 verra aussi la fin du déménagement à Blanc-Sablon de la Commission scolaire du Littoral. Les bureaux administratifs sont présentement situés à Sept-Îles.



Government of Canada Gouvernement du Canada

Canada

NewsDesk
Infrastructure Canada

Home → Article

published: 2019-01-08 09:18 (EST)
received: 2019-01-09 09:19 (EST)

Le Nord-Côtier
Words: 737

Les élus mettent le cap à l'Est en 2019

by: Mathieu Morasse

Les élus de la Minganie et de la Basse-Côte-Nord se tournent vers l'Est en 2019 alors qu'ils placent tous le prolongement de la route 138 parmi leurs priorités.

Le dossier de la 138 sera à l'avant-scène dès janvier alors que le ministre fédéral de l'Infrastructure et des Collectivités, François-Philippe Champagne, viendra rencontrer les élus sur la Côte-Nord.

Il avait déjà rencontré une délégation nord-côtière en novembre dernier à Ottawa, démontrant alors de l'intérêt pour une participation financière du gouvernement fédéral.

Cette visite fait aussi suite à celle à Sept-Îles du ministre provincial des Transports, François Bonnardel, à la mi-décembre.

Le dossier de la traverse Côte-Nord-Anticosti-Gaspésie sera d'actualité en début d'année alors que le ministère provincial des Transports dévoilera le rapport de l'étude de faisabilité commandée à l'été 2017.

Les municipalités de Rivière-au-Tonnerre, de Longue-Pointe-de-Mingan et de Havre-Saint-Pierre se sont montrées intéressées à accueillir le terminal nord-côtier d'un tel traversier.

Minganie

Le préfet de la MRC de la Minganie, Luc Noël, prévoit un début d'année 2019 chargé alors que plusieurs dossiers majeurs sont à l'ordre du jour.

Dès janvier, les maires de la MRC tiendront une rencontre pour mettre à jour le plan de développement stratégique.

Le fonds de développement économique créé l'an dernier entrera en vigueur en janvier. Doté d'un fonds de près de deux millions de dollars, il servira à subventionner de nouveaux projets d'affaire.

En matière de santé, le préfet continuera à militer pour une amélioration des services dans sa région. À cet effet, une rencontre avec la nouvelle ministre de la santé, Danielle McCann, est prévue en début d'année.

«On est une région à risque au niveau de la découverture médicale. Si on avait des médecins itinérants ici, nos risques seraient de beaucoup amoindris», rappelle-t-il.

Côté tourisme, Luc Noël continuera de travailler avec le maire de l'île d'Anticosti, John Pineault, au dossier de candidature de l'île au patrimoine mondial de l'UNESCO. Une rencontre avec l'équipe du premier ministre François Legault est prévue le 8 janvier à Québec pour discuter du sujet.

La création d'un parc ou d'une aire protégée est aussi envisagée pour la rivière Magpie. Il pourrait s'agir d'un parc fédéral, provincial, régional ou même innu.

«[Le comité technique formé en 2018] va faire une réflexion, de la recherche et nous amener des propositions», indique-t-il.

Les séances publiques du conseil de la MRC commenceront à être diffusées en direct sur le web au courant de l'année.

Havre-Saint-Pierre

La municipalité de Havre-Saint-Pierre continuera de travailler au développement du projet de pisciculture de saumon en eau salée de la compagnie Atlantic Sapphire.

«C'est le gros projet municipal qu'on va essayer de pousser. On espère que ça va peut-être aboutir en 2019 ou 2020», dit Pierre Cormier.

Le maire envisage également de développer le camping municipal. Un promoteur a approché la municipalité à cet effet en 2018. Il exclut toutefois de se départir du fonds de terrain.

«On a entamé des discussions avec lui. On va voir où il va aller avec son projet», indique-t-il.

Austérité budgétaire oblige, la municipalité mettra la pédale douce sur les dépenses après la fin de la construction de la piscine et du garage municipal.

«Il y a eu beaucoup d'infrastructures qui ont été faites au Havre. Aujourd'hui, il faut passer à la caisse et payer les factures. Les projets, pour le moment, c'est de rationaliser et de réorganiser.»

Basse-Côte-Nord

La réfection des quais fédéraux de La Romaine et de Saint-Augustin figure parmi les priorités du préfet de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent, Randy Jones.

«Le quai de Saint-Augustin, c'est une vraie honte», décrit-il.

Il entend suivre de près le dossier de projet hydroélectrique sur la rivière Petit Mécatina, pour lequel le premier ministre provincial François Legault ne cache pas son intérêt.

Cette rivière de 545 km se jette dans le golfe du Saint-Laurent près des villages de Chevery et de Tête-à-la-Baleine. Le projet pourrait servir de catalyseur au prolongement de la route 138 et créer de nombreux emplois suite à la fin du chantier de la rivière Romaine en 2021.

«On va suivre ça de très près. Je veux que ce soit un projet de la Côte-Nord», prévient Randy Jones.

Du côté de Bonne-Espérance, un projet de coopérative de serre agricole est en développement. Une telle serre est en opération depuis environ cinq ans à La Tabatière.

«Ils ont des gros projets de présentés, mais ils n'ont pas eu de réponse des gouvernements encore», explique M. Jones.

L'année 2019 verra aussi la fin du déménagement à Blanc-Sablon de la Commission scolaire du Littoral. Les bureaux administratifs sont présentement situés à Sept-Îles.

ATIA-14(a)
ATIA - 21(1)(a)
ATIA - 21(1)(b)

Annexe E

SOMMAIRE – ADMISSIBILITÉ DU PROJET DE PROLONGEMENT DE LA ROUTE 138

NOUVEAU FONDS CHANTIERS CANADA – VOLET INFRASTUCTURES PROVINCIALES-TERRITORIALES – PROJETS NATIONAUX ET RÉGIONAUX

Pour être admissible dans le cadre de la catégorie « Autoroutes et routes » du NFCC-VIPT-PNR, un projet doit pouvoir entrer dans au moins une des sous-catégories (colonne de gauche). La colonne de droite présente un sommaire de la justification pour laquelle le projet ne peut pas être considéré aux termes de cette sous-catégorie [redacted]

Sous-catégorie du NFCC-VIPT-PNR pour les Autoroutes et les routes	Justification
Routes faisant partie intégrante du réseau routier national (y compris les routes principales, les routes collectrices et les routes du Nord)	[redacted]
Autoroutes et routes sur lesquelles il y a, ou sur lesquelles on prévoit qu'il y aura, un débit journalier moyen annuel d'au moins 1000 véhicules transportant des personnes ou des marchandises	
Autoroutes ou routes associées aux principaux projets de développement des ressources naturelles	
Sauts-de-mouton sur des autoroutes ou des routes	Non applicable
Systèmes de transport intelligent conformes à l'Architecture des systèmes de transport intelligents et à l'Architecture des flux d'information frontaliers, à l'appui de l'infrastructure des autoroutes et des routes	Non applicable



NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DU MINISTRE

TABLE RONDE
ENTRE LE MINISTRE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS ET DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE MANICOUAGAN

DÉTAILS DE LA RENCONTRE

- **DATE/HEURE** : Jeudi, le 24 janvier 2019, 8h15 à 9h30
- **LIEU** : Resto Bar Le Blues, 48, Place La Salle, Baie-Comeau
- **PARTICIPANTS** :
  - Josée Parisée, Directrice Générale, Chambre de commerce de Manicouagan
  - Antonio Hortas, Président de la chambre de commerce de la Manicouagan (à déterminer)

OBJET

- Vous allez participer à une table ronde, avec 12 à 15 membres de la Chambre de commerce, sur le thème « aider au développement économique » dans le Manicouagan.

POINTS SAILLANTS/PRINCIPALES CONSIDÉRATIONS

- Lors d'une visite de deux députés Conservateurs cet été, certains médias ont partagé le point de vue à savoir que les habitants de la Côte-Nord ne sentent pas la présence du fédéral et n'ont pas l'impression d'avoir l'écoute du fédéral par rapport aux préoccupations qu'ils ont en région versus le milieu urbain. Voir **Annexe A** pour un article publié dans Le Manic.

- Le quai fédéral de Baie-Comeau nécessite des réfections importantes et la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau a fait une soumission à Transports Canada à la fin septembre 2018, qui veut la cession de l'infrastructure qui garantirait sa remise en état et un budget de fonctionnement sur un horizon de 25 ans.

- L'un des projets importants pour la région est la réfection majeure de la route 389 qui relie Baie-Comeau et Fermont, pour lequel INFC a approuvé un financement fédéral jusqu'à la hauteur de 183 millions de dollars. Dans le cadre de l'évaluation environnementale menée par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence), des groupes autochtones ont exprimé leurs insatisfactions par rapport aux consultations autochtones et aux accommodations dans le cadre du projet.

- Le prolongement de la route 138 en Basse-Côte-Nord et les travaux de réfection qui y sont liés, notamment du côté des quais de Saint-Augustin et de La Romaine, seront peut-être mentionnés.

[redacted]

- Encore du côté du transport, Innovation et Développement Manicouagan, un guichet de soutien à l'entrepreneuriat, veut construire un lien ferroviaire de 370 kilomètres entre Baie-Comeau et Dolbeau-Mistassini, au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce projet d'1,6 milliard, nommé QcRail, pourrait soutenir une exportation plus facile de produits vers des destinations comme l'Europe, l'Asie et l'Afrique, selon les instigateurs du projet. Ce projet a été annoncé par Innovation et Développement Manicouagan le 10 octobre.
  - Le gouvernement fédéral n'est pas impliqué dans ce projet en ce moment.

RENSEIGNEMENTS CLÉS

- Les membres de la Chambre de commerce soulèveront certains projets qui pourraient accélérer le développement économique de leur région, notamment des projets d'infrastructure de transport.

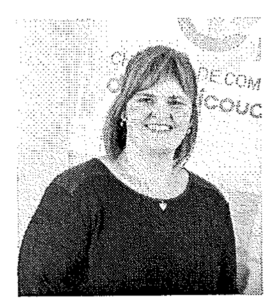
- Ils mentionneront peut-être les enjeux de l'immigration et la pénurie de main-d'œuvre. Baie-Comeau et la région du Manicouagan se voient comme une terre d'accueil des immigrants arrivant au Québec.

PROJETS DANS LA RÉGION DE MANICOUAGAN

Programme	Catégorie	Titre	Total des coûts admissibles	Contribution fédérale	Réclamations payées	Date d'approbation	Date d'annonce	Date du début de la construction	Date de fin de la construction	Bénéficiaire final
NRP	Autoroutes et routes	Réfection majeure de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont	$384,860,033	$183,000,360	$0	2017-12-14	2018-07-27	2018-01-31.	2023-11-30	MTQ
MIC	Infrastructure de l'eau	Mises aux normes des installations de production d'eau potable à Baie-Comeau	$47,258,225	$19,921,500	$0	2009-12-04	2009-09-21	2014-07-01	2018-06-30	Baie Comeau
CC	Infrastructure de l'eau	Mise aux normes des installations de production de l'eau potable à Chute-aux-Outardes	$9,353,678	$3,119,451	$0	2009-10-27	2016-03-15	2010-09-01.	2012-08-31.	Chute-Aux-Outardes
CC	Infrastructure de l'eau	Installation de production et de distribution d'eau potable et d'évacuation des eaux usées des parcs Langlois et Murray	$3,110,000	$1,242,017	$0	2009-10-27	2009-12-16	2010-06-01.	2011-09-30	Pointe-Lebel

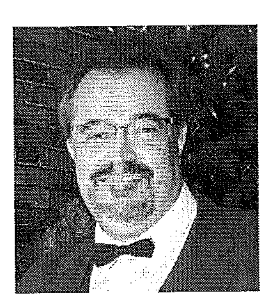
BIOGRAPHIES :

Josée Parisée
Directrice Générale, Chambre de commerce de Manicouagan



- Josée Parisée est Directrice Générale de la Chambre de commerce de Manicouagan depuis novembre 2016.
- Avant de prendre le rôle de DG à la Chambre de commerce, elle était Directrice Générale du Forum jeunesse Côte-Nord.

Antonio Hortas
Président de la chambre de commerce de Manicouagan



- Directeur de terminal à Baie-Comeau d'Arrimage du Nord.

Annexe A – Article : Le Parti conservateur du Canada prends le pouls de la Manicouagan

Publié dans Le Manic, le 12 juillet 2018 par Charlotte Paquet

Lien : https://www.lemanic.ca/le-parti-conservateur-du-canada-prend/

Baie-Comeau – La tournée À l'écoute du Québec, menée par le Parti conservateur du Canada depuis avril dernier, s'est arrêtée à Baie-Comeau le 3 juillet. Elle a permis aux députés conservateurs fédéraux Alain Rayes et Sylvie Boucher de constater que la pénurie de main-d'œuvre et l'immigration préoccupent le milieu.

Lieutenant politique du Québec pour le parti du chef Andrew Scheer et député de Richmond-Arthabaska, M. Rayes et sa consœur de la circonscription de Beauport – Côte-de-Beaupré – Île d'Orléans – Charlevoix ont rencontré en matinée près d'une quinzaine de représentants du monde municipal, socioéconomique, culturel et touristique. La Ville de Baie-Comeau était représentée, tout comme la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau et le Parc Nature de Pointe-aux-Outardes, entre autres.

Réunis autour d'une table ronde, les gens de la Manicouagan ont exprimé leur réalité et leurs attentes. Selon M. Rayes, ce qui ressort beaucoup des propos entendus à Baie-Comeau, c'est « qu'ils ne sentent pas la présence du fédéral, n'ont pas l'impression d'avoir une écoute par rapport aux préoccupations qu'ils ont en région versus le milieu urbain ».

L'immigration et la pénurie de main-d'œuvre ont été des enjeux abordés par la quasi-totalité des participants. Les députés conservateurs ont été saisis de l'importance que la région puisse devenir une terre d'accueil des immigrants arrivant au Québec.

Des préoccupations environnementales par rapport aux enjeux économiques ont également été exprimées. Toujours selon le lieutenant politique, les gens disent oui à l'environnement, mais réclament aussi des échéanciers prévisibles afin de pouvoir faire leur travail convenablement.

Ce qu'il retient de la rencontre, c'est également les nombreux chapeaux à la fois portés par les intervenants. « Ça prouve que les gens sont impliqués. Il y a une synergie. Tout ce que les gens demandent, c'est d'avoir les moyens de pouvoir réaliser leurs ambitions », a-t-il indiqué, avant d'ajouter qu'ils gardent l'impression de ne pas avoir les leviers pour réaliser leurs projets.

Plus près qu'on le pense

Même si le palier gouvernemental fédéral est vu par M. et Mme Tout-le-Monde comme le plus éloigné de leur quotidien, les enjeux régionaux qui les concernent sont nombreux, a insisté M. Rayes, en parlant principalement du port et de l'aéroport, mais également d'infrastructures.

« Quand on fait la tournée, les gens ont l'impression que le fédéral est très loin de leur réalité, mais au contraire, il y a tellement d'enjeux qui les touchent. C'est peut-être notre responsabilité comme élu fédéral de se rapprocher des gens », a-t-il ajouté, en parlant de l'importance d'une décentralisation.

« Ottawa, c'est aussi loin que tu veux être loin. Quand tu veux être proche de tes gens, tu t'arranges pour être sur le terrain et que les gens viennent te poser des questions », a d'ailleurs renchéri Sylvie Boucher à ce sujet, tout en soulignant que bien des gens ignorent l'existence même de programmes d'aides fédéraux dont ils pourraient profiter. « Il y a un bout qui nous appartient. C'est un peu ce qu'on a entendu aujourd'hui, que le fédéral aurait intérêt à être plus près des gens », a ensuite admis le lieutenant politique.

Même si la circonscription de Manicouagan est représentée par le Bloc québécois depuis la création du parti en 1993, M. Rayes et Mme Boucher retiennent, de ce qu'ils ont entendu à Baie-Comeau, que les intervenants considèrent que le temps est peut-être venu d'avoir un député qui soit associé à un parti qui a la chance de gouverner un jour dans la région. « On l'a entendu aujourd'hui à mots voilés », a souligné le député.

Un rapport à l'automne

La tournée conservatrice se poursuivra jusqu'en septembre. Elle débouchera sur l'élaboration d'un rapport rassemblant toutes les idées émanant des intervenants des 17 régions administratives qui auront été visitées. Il servira à la mise en place de la plateforme nationale en vue des élections fédérales de 2019.

« C'est une volonté de notre chef de connecter avec le Québec pour que les gens puissent se reconnaître lorsque viendra le temps de prendre connaissance des choix qu'ils auront face à eux pour l'élection de 2019 », a martelé le lieutenant politique.



NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DU MINISTRE

**RENCONTRE ENTRE
LE MINISTRE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS
ET LE MAIRE DE BAIE-COMEAU**

DÉTAILS DE LA RENCONTRE

- **DATE/HEURE** : Jeudi, le 24 janvier 2019, 10h30 à 11h15
- **LIEU** : Hôtel de ville de Baie-Comeau, 19, avenue Marquette, Baie-Comeau
- **PARTICIPANTS** :
  - Yves Montigny, Maire de la Ville de Baie-Comeau

OBJET

- Discuter des priorités d'infrastructure de la ville de Baie-Comeau, avant la table ronde avec la Chambre de commerce de Manicouagan.

POINTS SAILLANTS/PRINCIPALES CONSIDÉRATIONS

- Élu Maire de Baie-Comeau en 2017 suite à une année en tant que conseiller municipal, le Maire Montigny a fait du développement économique l'une de ses priorités.

- Le quai fédéral de Baie-Comeau nécessite des réfections importantes et la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau a fait une soumission à Transports Canada à la fin septembre 2018, qui veut la cession de l'infrastructure qui garantirait sa remise en état et un budget de fonctionnement sur un horizon de 25 ans.

- Encore du côté du transport, Innovation et Développement Manicouagan, un guichet de soutien à l'entreprenariat, veut construire un lien ferroviaire de 370 kilomètres entre Baie-Comeau et Dolbeau-Mistassini, au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce projet de 1,6 milliard, nommé QcRail, pourrait soutenir une exportation plus facile de produits vers des destinations comme l'Europe, l'Asie et l'Afrique, selon les instigateurs du projet. Ce projet a été annoncé par Innovation et Développement Manicouagan le 10 octobre.

  - Le gouvernement fédéral n'est pas impliqué dans ce projet en ce moment.

- L'un des projets important pour la région est la réfection majeure de la route 389 qui relie Baie-Comeau et Fermont, pour lequel INFC a approuvé un financement fédéral jusqu'à la hauteur de 183 millions de dollars. Dans le cadre de l'évaluation environnementale menée par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence), des groupes autochtones ont exprimé leurs insatisfactions par rapport aux consultations autochtones et accommodations dans le cadre du projet. Plus de détails sont disponibles à **l'Annexe A**.

- Le prolongement de la route 138 en Basse-Côte-Nord et les travaux de réfection qui sont liés, notamment du côté des quais de Saint-Augustin et de La Romaine, seront peut-être mentionnés.

[redacted]

- Suite à une visite de deux députés conservateurs cet été, certains médias locaux ont partagé le sentiment que les gens de Baie-Comeau ne sentent pas la présence du fédéral et n'ont pas l'impression d'avoir l'écoute du fédéral par rapport aux préoccupations qu'ils ont en région versus le milieu urbain.

RENSEIGNEMENTS CLÉS

- Le Maire soulèvera possiblement ses préoccupations par rapport au financement disponible pour les projets d'infrastructure à Baie-Comeau (incluant ceux sous l'entente bilatérale intégrée entre le Québec et le Canada). Deux de ses priorités liées à l'infrastructure sont le dossier du quai de Baie-Comeau et le lien ferroviaire proposé entre Baie-Comeau et Dolbeau-Mistassini.

- Il mentionnera peut-être les enjeux de l'immigration et la pénurie de main-d'œuvre. Baie-Comeau et la région du Manicouagan se voient comme une terre d'accueil des immigrants arrivant au Québec.

PROJETS DANS LA RÉGIONS DE MANICOUAGAN

Programme	Catégorie	Titre	Total des coûts admissibles	Contribution fédérale	Réclamations payées	Date d'approbation	Date d'annonce	Date du début de la construction	Date de fin de la construction	Bénéficiaire finale
NRP	Autoroutes et routes	Réfection majeure de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont	$384,860,033	$183,000,360	$0	2017-12-14	2018-07-27	2018-01-31	2023-11-30	MTQ
MIC	Infrastructure de l'eau	Mises aux normes des installations de production d'eau potable à Baie-Comeau	$47,258,225	$19,921,500	$0	2009-12-04	2009-09-21	2014-07-01	2018-06-30	Baie Comeau

MESSAGES CLÉS

- Les ministères fédéraux concernés et l'Agence canadienne d'évaluation environnementale consultent les groupes autochtones ayant soulevé des préoccupations par rapport au projet d'amélioration de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont. Nous devons nous assurer de tenir compte des préoccupations autochtones dans le cadre de ce projet.

BIOGRAPHIE

Yves Montigny
Maire de la Ville de Baie Comeau



- Yves Montigny été elu Maire de la ville de Baie-Comeau en novembre 2017.
- Il occupait les fonctions de Maire suppléant de la ville de Baie-Comeau en plus d'être conseiller municipal du quartier LaChasse.
- Avant été élu comme Maire, M. Montigny était administrateur du Carrefour jeunesse-emploi de Manicouagan, en plus d'être membre du conseil d'administration du refuge animal Le Chapitoux et de l'Office municipal d'habitation de Baie-Comeau

Pièce jointe :

Annexe A – Réfection majeur de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont

Annexe A - RÉFECTION MAJEURE DE LA ROUTE 389 ENTRE BAIE-COMEAU ET FERMONT

Programme: NFCC-VIPT-PNR

État d'avancement :

- L'étude environnementale approfondie et l'étude d'avant-projet définitif sont en cours pour le projet A et le projet B est à l'étape de planification. Les travaux de construction pour les projets D et E ont débuté, et ceux pour le projet C devraient débuter au printemps 2019.

Financement:

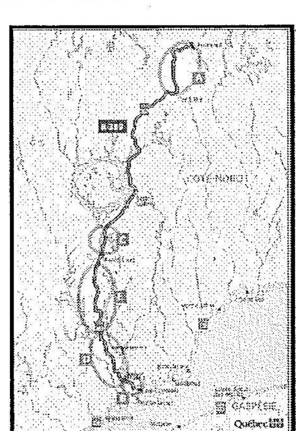
- Contribution fédérale: 183 000 360 $
- Contribution provinciale: 201 859 673 $
- Total des coûts admissibles: 384 860 033 $
- Réclamations soumises/payées: Aucune.

Échéancier:

- Date d'approbation: 2017-12-14
- Date de début de la construction: Août 2018
- Date anticipée de fin de la construction : Novembre 2023

DESCRIPTION DU PROJET

- Ce projet vise la mise aux normes de près de 220 km de la route 389 par des travaux de construction de nouveaux tronçons et la réalisation de corrections géométriques sur des tronçons existants. Le projet se divise en cinq projets distincts (Projets A, B, C, D et E) qui seront réalisés de façon parallèle.





AUTRES RENSEIGNEMENTS CLÉS

- Dans le cadre de la *Loi Canadienne sur l'évaluation environnementale (2010)*, une étude approfondie est en cours par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence) pour le projet A (km 478 au km 566) du Projet de réfection de la route 389 dans le but d'évaluer l'importance des effets du Projet sur l'environnement. Dans le contexte de cette étude, la Première Nation Innue de Uashat mak Mani-Utenam (ITUM), située à Sept-Îles, et la Première Nation Innu de Matimekush-Lac John, situé à Schefferville, [redacted]

- Des rencontres entre l'Agence, INFC et Pêches et Océans Canada (les ministères fédéraux qui ont des attributions), [redacted] et les Premières Nations Innus de la région ont eu lieu le 14 et 15 novembre 2018.

ATIA-14(a) | ATIA - 21(1)(a) | ATIA - 21(1)(b)

SECRET

- Les Innus ont soulevé des préoccupations par rapport au nouveau tracé de la route qui pourraient donner accès au territoire revendiqué à des non-Autochtones et entrainer des répercussions à long terme sur les droits ancestraux et issus de traités, établis ou potentiels, en ce qui a trait à la chasse, à la pêche et au piégeage. [redacted]

- 
[redacted]

- Les prochaines étapes à venir, en termes d'évaluation environnementale, sont :

    1) Les comptes rendu finaux des rencontres en novembre 2018 avec les Premières Nations seront envoyés par l'Agence aux participants.

    2) 
    [redacted]

    3) La ministre de l'Environnement et du Changement climatique (ECCC) prendra en compte le rapport d'étude approfondie, les observations du public et des commentaires des Premières Nations et rendra une déclaration de décision de l'étude approfondie. Cette déclaration de décision a été reportée au mois de février 2019 afin de pouvoir traiter les enjeux soulevés par les Premières Nations. La déclaration inclura :
        a) son avis à savoir si le projet est susceptible d'entrainer des effets environnementaux négatifs importants; et
        b) les mesures d'atténuation et le programme de suivi qu'elle estime appropriés.

    4) La ministre d'ECCC renverra le projet aux autorités fédérales responsables, dont INFC et Pêches et Océans Canada, qui prendront la décision finale de l'étude approfondie afin d'émettre ou non nos attributions respective (c.-à-d. le financement pour le projet et les autorisations ou avis selon la *Loi sur les pèches*).

5) INFC devra décider si le projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants selon la *Loi Canadienne sur l'évaluation environnementale (2010)* pour ce projet et soumettre son document de décision afin qu'il soit publié sur le Registre canadien d'évaluation environnementale. Selon l'instrument de délégation concernant la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2010) signé le 28 octobre 2011, la décision de l'étude approfondie pour ce projet sera signée par le Sous-Ministre Adjoint à INFC.



- [redacted]
- [redacted]

Annexe B – Article : Le Parti conservateur du Canada prends le pouls de la Manicouagan

Publié dans Le Manic, le 12 juillet 2018 par Charlotte Paquet

Lien : https://www.lemanic.ca/le-parti-conservateur-du-canada-prend/

Baie-Comeau – La tournée À l'écoute du Québec, menée par le Parti conservateur du Canada depuis avril dernier, s'est arrêtée à Baie-Comeau le 3 juillet. Elle a permis aux députés conservateurs fédéraux Alain Rayes et Sylvie Boucher de constater que la pénurie de main-d'œuvre et l'immigration préoccupent le milieu.

Lieutenant politique du Québec pour le parti du chef Andrew Scheer et député de Richmond-Arthabaska, M. Rayes et sa consœur de la circonscription de Beauport – Côte-de-Beaupré – Île d'Orléans – Charlevoix ont rencontré en matinée près d'une quinzaine de représentants du monde municipal, socioéconomique, culturel et touristique. La Ville de Baie-Comeau était représentée, tout comme la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau et le Parc Nature de Pointe-aux-Outardes, entre autres.

Réunis autour d'une table ronde, les gens de la Manicouagan ont exprimé leur réalité et leurs attentes. Selon M. Rayes, ce qui ressort beaucoup des propos entendus à Baie-Comeau, c'est « qu'ils ne sentent pas la présence du fédéral, n'ont pas l'impression d'avoir une écoute par rapport aux préoccupations qu'ils ont en région versus le milieu urbain ».

L'immigration et la pénurie de main-d'œuvre ont été des enjeux abordés par la quasi-totalité des participants. Les députés conservateurs ont été saisis de l'importance que la région puisse devenir une terre d'accueil des immigrants arrivant au Québec.

Des préoccupations environnementales par rapport aux enjeux économiques ont également été exprimées. Toujours selon le lieutenant politique, les gens disent oui à l'environnement, mais réclament aussi des échéanciers prévisibles afin de pouvoir faire leur travail convenablement.

Ce qu'il retient de la rencontre, c'est également les nombreux chapeaux à la fois portés par les intervenants. « Ça prouve que les gens sont impliqués. Il y a une synergie. Tout ce que les gens demandent, c'est d'avoir les moyens de pouvoir réaliser leurs ambitions », a-t-il indiqué, avant d'ajouter qu'ils gardent l'impression de ne pas avoir les leviers pour réaliser leurs projets.

Plus près qu'on le pense

Même si le palier gouvernemental fédéral est vu par M. et Mme Tout-le-Monde comme le plus éloigné de leur quotidien, les enjeux régionaux qui les concernent sont nombreux, a insisté M. Rayes, en parlant principalement du port et de l'aéroport, mais également d'infrastructures.

« Quand on fait la tournée, les gens ont l'impression que le fédéral est très loin de leur réalité, mais au contraire, il y a tellement d'enjeux qui les touchent. C'est peut-être notre responsabilité comme élu fédéral de se rapprocher des gens », a-t-il ajouté, en parlant de l'importance d'une décentralisation.

« Ottawa, c'est aussi loin que tu veux être loin. Quand tu veux être proche de tes gens, tu t'arranges pour être sur le terrain et que les gens viennent te poser des questions », a d'ailleurs renchéri Sylvie Boucher à ce sujet, tout en soulignant que bien des gens ignorent l'existence même de programmes d'aides fédéraux dont ils pourraient profiter. « Il y a un bout qui nous appartient. C'est un peu ce qu'on a entendu aujourd'hui, que le fédéral aurait intérêt à être plus près des gens », a ensuite admis le lieutenant politique.

Même si la circonscription de Manicouagan est représentée par le Bloc québécois depuis la création du parti en 1993, M. Rayes et Mme Boucher retiennent, de ce qu'ils ont entendu à Baie-Comeau, que les intervenants considèrent que le temps est peut-être venu d'avoir un député qui soit associé à un parti qui a la chance de gouverner un jour dans la région. « On l'a entendu aujourd'hui à mots voilés », a souligné le député.

Un rapport à l'automne

La tournée conservatrice se poursuivra jusqu'en septembre. Elle débouchera sur l'élaboration d'un rapport rassemblant toutes les idées émanant des intervenants des 17 régions administratives qui auront été visitées. Il servira à la mise en place de la plateforme nationale en vue des élections fédérales de 2019.

« C'est une volonté de notre chef de connecter avec le Québec pour que les gens puissent se reconnaître lorsque viendra le temps de prendre connaissance des choix qu'ils auront face à eux pour l'élection de 2019 », a martelé le lieutenant politique.



DOCUMENT D'INFORMATION SUR LE PORT DE BAIE COMEAU

RENSEIGNEMENTS CLÉS

- Le Programme de transfert des installations portuaires (PTIP) a été créé pour faciliter le transfert des installations portuaires administrées par Transports Canada.

- De nouveaux propriétaires pourraient aider ces installations à prospérer et créer des emplois. Ils pourraient également agrandir ou améliorer les installations portuaires en vue d'assurer le maintien des activités maritimes ou d'entreprendre d'autres activités qui répondent aux besoins locaux.

- Le port de Baie-Comeau fait partie de la liste des ports disponibles pour transfert sous le Programme de transfert des installations portuaires.

- Le Programme de transfert des installations portuaires permet aux groupes intéressés de prendre en charge l'opération locale de ports publics dans leur région. Ces groupes peuvent davantage développer des occasions d'affaires pour ces installations, qui profiteront à la communauté.

- Transports Canada a eu des discussions avec Corporation de gestion du port de Baie-Comeau pour le port de Baie-Comeau. Le Ministère émettra un avis public et informera la communauté du nom de l'acquéreur potentiel avant le début de toute négociation formelle qui devrait se produire dans les prochaines semaines.

- Plus d'informations ont été fournies par Transports Canada à l'annexe A.

Numéro du système WebCIMS d'INFC : 49318

Transports Canada | Transport Canada

ATIA - 18(b)
ATIA - 20(1)(b)
ATIA - 20(1)(c)

ANNEXE A

BAIE-COMEAU – QUÉBEC

Général	• Lieu : Baie-Comeau, Québec • # du Répertoire des biens immobiliers fédéraux **(RBIF)** : #8148 • Taille : 53.8 acres • Population : 21 536 habitants *(recensement 2016)* • Circonscription : Manicouagan (Côte-Nord à partir de 2019) • Député : Marilène Gill – Bloc Québécois
BIENS & ACTIVITÉS	
Installation(s)* *(principale(s) seulement)*	• Quai brise-lames postes 1 et 2 (fait de caissons de béton, capacité de 30 kPa ou CL-625) • Quai poste 3 (fait de palplanches d'acier avec protection cathodique, capacité de 50 kPa) • Quai Ro-Ro poste 4 (fait de caissons de béton, capacité de 50 kPa) • Rampe de transroulage (Ro-Ro) (fait d'acier, camion 120 T, 2 voies) • Bureau : 102 m^2 (approx.) • Aire d'entreposage : 6 000 m^2
Condition de chaque installation	[redacted]
Emplois de TC	• Effort programmes portuaires, TC-Région : 1,6 ETP

 Transports Canada Transport Canada

ANNEXE A

Circulation / Utilisateurs *(principaux utilisateurs)*	Circulation : **Nbre de déplacement de navire(s) par année – 2017** Commercial: **65** Navires Croisières: **3** **Volume des marchandises (tonnage) – 2017** **633 913 TM** **Passagers – 2017** **Service de traversier** *(Québec vers Matane)* Principaux utilisateurs : • Les agences océaniques du Bas St-Laurent ltée • Compagnie d'arrimage du Nord Inc. • Produits forestiers Résolu • Alcoa Canada Cie • NEAS Inc. Activité(s) récréative(s) : *(non-liée(s) au transport maritime)**** • La Ville de Baie-Comeau construit actuellement un pavillon d'accueil pour les navires de croisières sur une propriété portuaire faisant l'objet d'un processus de transfert. • Ce pavillon servira aussi à la population locale, en différentes circonstances. • Vingt-et-un (21) escales de navires de croisière sont prévues en 2018.
SOCIO-ÉCONOMIQUE	
Incidence économique	[redacted] • 1,6 ETP (année/personne) de Transports Canada, région du Québec [redacted] Importance du port pour les intervenants locaux : • Baie-Comeau est situé à 450 km de Québec et à 250 km de Sept-Îles et les grandes entreprises locales *(Abibow & Alcoa : + de 1000 emplois)* ont besoin du transport maritime et/ou ferroviaire pour leur approvisionnement ou expédition puisqu'il est impossible de réaliser le transport des quantités en question par route. • Les installations de TC sont essentielles à l'économie locale, principalement pour l'expédition de produits. • Le quai brise-lames protège les installations des traversiers rails et routiers, de sorte que cette installation joue un double rôle pour l'ensemble de l'économie locale. [redacted] • L'industrie du papier est en décroissance constante et il est difficile de prévoir l'avenir de cette industrie. • Le développement de l'industrie minière dans le nord du Québec *(Plan Nord)* génère de nouveaux trafics depuis peu.

	• Le port permet de maintenir le seul lien entre les rives nord et sud de l'estuaire du St-Laurent, à quelques 450 km en aval de la ville de Québec. • Plusieurs emplois sur les traversiers rails et routiers sont à considérer.

Premières Nations	Revendications : • Port situé sur le territoire revendiqué par la Nation Innue et les Innus revendiquent le titre aborigène sur le territoire; plus précisément, semble être situé à l'intérieur du Nitassinan de Pessamit selon l'Entente de principe d'ordre général de 2004, signé par les gouvernements du Québec et du Canada, dans le cadre de leur démarche de revendication territoriale.	
	Premières Nations identifiées?	• Communautés Innus côtières dont Pessamit partenaire avec la Corporation qui souhaite acquérir l'installation.
	Obligation de consulter?	• Peut dépendre de qui sera l'acquéreur; s'il y a changement de vocation de l'installation suite à une cession.
	Questions connues qui pourraient affecter un transfert?	• Aucune, mais certaines pourront survenir au cours du processus.

